



Commission
européenne

PANORAMA

Perspectives sur la politique régionale et urbaine de l'Europe

HIVER 2019 / N° 71

**Le programme
du Portugal privilégie
la croissance et
la durabilité**

LA COOPÉRATION
TRANSFRONTALIÈRE
RENFORCE LES LIENS
AU SEIN DE LA
FAMILLE INTERREG



LES CITOYENS
PARTICIPENT AU
DÉBAT ORGANISÉ
DANS LE CADRE DE
LA SEMAINE EURO-
PÉENNE DES RÉGIONS
ET DES VILLES



Politique
régionale
et urbaine

PANORAMA

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: Elisa Ferreira, commissaire européen en charge de la cohésion et des réformes	3
RAPPORTS STRATÉGIQUES: les Fonds ESI favorisent la convergence socio-économique, la résilience et la cohésion territoriale	4
IEV CTF: les programmes de coopération transfrontalière de l'instrument européen de voisinage unissent leurs forces	6
FI CAMPUS 2019: présentation de projets financés par les instruments financiers des fonds structurels et d'investissement européens.....	12
PORTUGAL: examen des priorités politiques actuelles et futures du pays, dont la durabilité et le changement climatique, et des programmes et projets qui les soutiennent.....	16
LA PAROLE EST À VOUS: les fonds de co-investissement public-privé stimulent les économies européennes; le plan «économie circulaire» de la région de Lisbonne-et-Val-de-Tage, au Portugal.....	26
SEMAINE EUROPÉENNE DES RÉGIONS ET DES VILLES: retour sur l'édition 2019, qui peut se targuer d'une participation record à ses ateliers, débats, expositions et prix REGIOSTARS	28
NOUVELLES EN BREF	33
YOUTH4REGIONS: partage d'idées concernant le financement de l'UE avec les citoyens espagnols à Cordoue et comblement de la fracture numérique dans la ville d'Ávila en Espagne.....	34
POINT D'INFORMATION: les aperçus propres à chaque pays dans l'Indice de compétitivité régionale révèlent des variations prononcées dans toute l'UE.....	38
CARTES: évaluation de l'accessibilité de l'Europe via ses grands réseaux routiers.....	40
INTERREG VOLUNTEER YOUTH: les progrès vont bon train pour le chemin de fer autour de l'Etna en Sicile.....	42
PROJETS: profils de projets réussis provenant de Tchéquie, d'Espagne, de Hongrie, de France et de Belgique.....	43



9



13



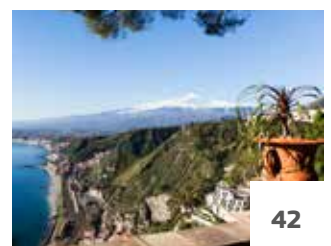
23



29



36



42

ÉDITORIAL

Aucune région ni aucun citoyen ne seront laissés pour compte

Feliz Ano Novo e uma calorosa saudação aos leitores da revista Panorama! C'est avec grand plaisir que je vous salue et vous souhaite une heureuse année 2020 dans ma langue maternelle.

Mon attachement à l'Europe et à la politique régionale trouve ses racines dans les premiers pas de mon parcours personnel. Ayant grandi sous une dictature, je voyais et vois encore aujourd'hui l'Europe comme un symbole d'espoir, de démocratie et de liberté. J'ai consacré mes études universitaires à la politique régionale et à l'intégration européenne. En tant que jeune économiste, j'ai travaillé pendant plus d'une décennie sur les questions de développement régional.

Plus tard, lorsque j'ai occupé le poste de ministre de la planification, j'ai négocié le cadre financier pour la période 2000-2006. En tant que députée européenne d'abord, aux commandes de la banque centrale de mon pays ensuite, j'ai été amenée à traiter des dossiers économiques clés liés à l'approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Ces différentes expériences m'ont permis de me rendre compte de l'étroite interconnexion entre ces différents domaines politiques et de l'importance de maintenir la cohésion en tant que principe fondamental au cœur du projet européen.

Et cette cohésion est plus importante que jamais aujourd'hui. La mondialisation, la révolution numérique et le changement climatique sont autant de défis que l'Europe doit relever collectivement. Ils sont l'occasion de relancer notre modèle économique et d'édifier des sociétés plus justes et plus prospères.

Ces transformations suscitent toutefois des inquiétudes et des craintes dans bon nombre de nos régions.

La mission dont je suis investie est celle de m'assurer, de concert avec vous tous, que nous saisissons ces occasions, que nous mettions en œuvre les réformes nécessaires pour aboutir à une économie plus verte, interconnectée et numérique et, surtout, que nous apportions le soutien adéquat à ceux et celles qui sont les plus touchés par cette transition.

La communication doit également rester une priorité. Si cette politique a débouché sur des réalisations nombreuses et bénéfiques pour tant de citoyens, elle n'est toujours pas reconnue à sa juste valeur. Je veux me rendre dans les régions, pour comprendre les préoccupations et les aspirations à l'échelle locale, pour favoriser et accélérer la mise en œuvre des projets et faire savoir aux communautés qu'elles ont toute leur importance.

Face aux défis actuels, nous devons nous montrer audacieux à l'heure de promouvoir la cohésion, entreprendre les réformes nécessaires sans jamais fléchir et faire preuve de détermination pour qu'aucun citoyen ni aucune région ne soient laissés pour compte. Répondons ensemble à l'appel! ■



Elisa Ferreira

Commissaire européenne en charge de la cohésion et des réformes

Rapport stratégique: Les Fonds ESI investissent dans une croissance intelligente, durable et inclusive dans toutes les régions de l'UE

Dans leurs derniers rapports d'avancement, les États membres reconnaissent le rôle décisif des Fonds structurels et d'investissement européens dans la lutte contre les changements environnementaux, économiques et sociaux et la mise en place des réformes nécessaires pour assurer un avenir durable.

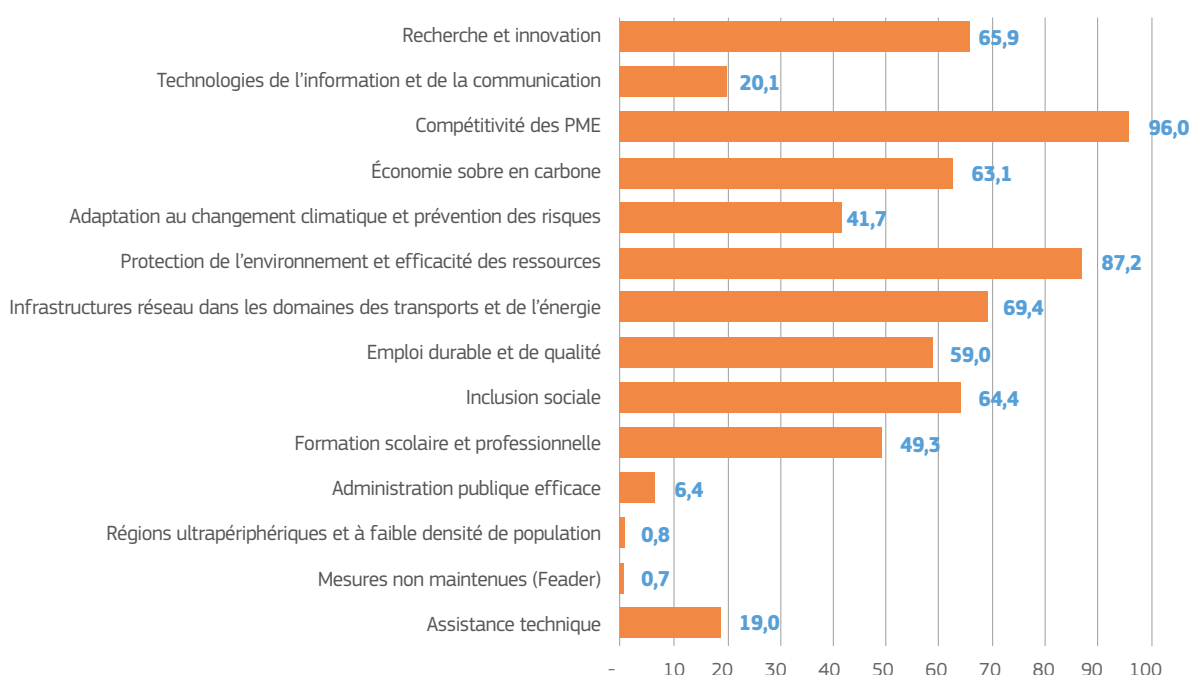
Les Fonds structurels et d'investissement européens comprennent le Fonds de cohésion, le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Leur principal objectif est de favoriser une convergence socio-économique, une résilience et une cohésion territoriale durables.

En 2018, dotés d'une enveloppe budgétaire d'environ 460 milliards d'EUR – plus de 643 milliards d'EUR si l'on tient compte du cofinancement national – les Fonds ESI ont mis à disposition

une masse critique d'investissements dans les domaines prioritaires de l'UE grâce à une gestion partagée entre la Commission et les États membres. En encourageant la création d'emplois, la croissance et les investissements, en renforçant le marché unique, l'Union de l'énergie et la gouvernance économique, ces investissements répondent aux besoins de l'économie réelle.

La Commission a publié, le 17 décembre, son «Rapport stratégique 2019 sur la mise en œuvre des fonds structurels», qui fournit des informations détaillées et actualisées sur la mise en œuvre des programmes relevant des Fonds ESI pour la période 2014-2020 jusque fin 2018, sur la base des rapports d'avancement des États membres. À cette date, 72 % des ressources disponibles des Fonds ESI avaient été engagés.

Ce rapport et la plateforme de données ouvertes pour les Fonds ESI (<https://cohesiondata.ec.europa.eu>) donnent une vue d'ensemble complète des progrès réalisés dans tous les domaines thématiques. ■



POUR EN SAVOIR PLUS

<https://europa.eu/!uD83tU>

L'impact des projets ayant déjà bénéficié d'un financement se fait de plus en plus ressentir dans des domaines politiques clés

- plus de 1,6 million d'entreprises, dont les exploitations agricoles, bénéficient d'un soutien;
- 300 000 nouveaux emplois sont créés par les entreprises soutenues;
- 26 millions de personnes ont reçu une aide en ce qui concerne la formation, l'éducation ou la recherche d'emploi;
- 8,3 millions de ménages auront accès à l'Internet à haut débit;
- plus de 3 900 km de lignes de chemin de fer sont en cours de construction ou de modernisation;
- 60 millions de personnes bénéficient des projets en cours dans le secteur de la santé.

L'axe politique actuel et son cadre très souple permettent aux Fonds ESI d'apporter une importante contribution aux défis nouveaux et émergents. La plupart des lignes de financement soutiennent déjà les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, l'adaptation au changement climatique et les mesures de réduction des risques, cet axe pouvant être renforcé dans le cadre des programmes des Fonds ESI en fonction des besoins.

Priorités et réalisations

Depuis le début de la période de programmation 2014-2020, les Fonds structurels et d'investissement européens se sont attachés à réaliser la convergence socio-économique, la résilience et la cohésion territoriale, à relever les défis actuels et émergents et à jeter les bases d'un avenir durable pour l'UE.



Fonds européen de développement régional (FEDER): Les projets soutenus au titre du FEDER ont contribué à renforcer des domaines tels que la recherche et l'innovation, les technologies de l'information et de la communication, et la compétitivité des

PME. Par conséquent, 300 000 emplois sont créés, 20 000 chercheurs bénéficient d'une aide et plus de 8 millions de ménages disposeront d'un meilleur accès à l'Internet à haut débit.



Fonds de cohésion: Les projets du Fonds de cohésion ont permis aux États membres de respecter les normes européennes en abordant les besoins en matière de développement les plus importants dans le domaine de l'environnement et du transport. Par exemple, la reconstruction de plus de 1 300 km de lignes ferroviaires et des travaux de modernisation ou de construction de 275 km de lignes de tramway et de métro sont en cours, et l'équivalent de plus de 12,5 millions de personnes bénéficiera d'un meilleur traitement des eaux usées.



Fonds social européen (FSE): Le FSE joue toujours un rôle essentiel dans le soutien à l'emploi, à l'éducation et à la formation, ainsi que dans la réduction de la pauvreté et des inégalités. À ce titre, plus de 23 millions de personnes ont reçu de l'aide pour améliorer leurs opportunités professionnelles, 3,4 millions ont obtenu une qualification et 2,7 millions de jeunes ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de l'Initiative pour l'emploi des jeunes.



Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader): Le Feader s'est avéré un catalyseur pour promouvoir l'agriculture et la sylviculture innovantes et durables, ainsi que pour dynamiser les zones rurales. Par exemple, l'équivalent de 75 % de la surface totale destinée à l'agriculture biologique de l'UE a reçu un soutien grâce à des projets de conversion et d'entretien, et 130 000 exploitations agricoles bénéficient d'aides pour renforcer leur compétitivité.



Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP): Les projets du FEAMP ont fourni une influence stratégique pour soutenir les pêcheurs dans leur transition vers une pêche durable, favorisant ainsi l'aquaculture durable et contribuant à l'épanouissement des communautés côtières. Jusqu'à présent, près de 34 000 projets ont été financés dans l'UE.

Des voisins unissent leurs forces pour relever les défis mondiaux

La communauté IEV CTF (coopération transfrontalière dans le cadre de l'instrument européen de voisinage) rassemble des centaines de milliers de personnes, Européens et non-Européens, œuvrant de concert par-delà les frontières extérieures de l'UE pour stimuler les activités, soutenir la croissance économique et transférer les connaissances.

De la DG NEAR à la DG REGIO, il est prévu de renforcer davantage la coopération aux frontières extérieures de l'UE, mise en place dans le cadre de la politique de voisinage et de la politique de cohésion. Sur le terrain, la priorité est toujours de nouer des relations de confiance et des liens avec les personnes vivant aux frontières extérieures de l'Union européenne et d'améliorer le quotidien des habitants de part et d'autre de ces frontières par le biais de la coopération. Il s'agit également de construire des routes pour relier les marchés et stimuler le tourisme, de valoriser les déchets en engrais et de préserver les espèces menacées afin d'enrayer le déclin de la biodiversité.

À compter du 1^{er} janvier 2020, les programmes de coopération transfrontalière de l'instrument européen de voisinage (IEV) rejoignent la DG REGIO au sein de la famille Interreg, afin de renforcer la coordination et de mettre en place des synergies avec les autres instruments de coopération territoriale.

Les programmes couvrent 31 pays, caractérisés par une grande diversité de langues, de cultures et de modes de vie. Ils œuvrent tous au profit des communautés locales de part et d'autre de la frontière de l'UE et cherchent à trouver des solutions communes à leurs obstacles communs. En des temps difficiles, ces programmes illustrent l'essence même de la coopération: continuer à jeter des ponts, à partager et à échanger par-delà les frontières.

Franchir les frontières

Les défis rencontrés n'ont jamais autant revêtu une dimension mondiale: pollution, changement climatique et tensions sociales, entre autres. Si une région frontalière d'un pays voisin est touchée, l'Europe est touchée elle aussi, et vice versa. Les réponses aux crises ne peuvent pas mûrir de manière isolée: les problèmes mondiaux n'ont pas besoin d'un visa pour franchir les frontières.

Les programmes de coopération transfrontalière (CTF) aux frontières extérieures de l'UE permettent à des milliers d'or-

ganisations d'agir de concert, d'échanger leurs connaissances et expériences dans le cadre de leurs activités quotidiennes et de produire des résultats tangibles dans leurs régions. Les 15 programmes IEV CTF s'étendent des confins de la Finlande et de la Russie au nord, à des pays tels que la Hongrie et l'Ukraine à l'est, et l'Italie, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient au sud. Ils couvrent des milliers de kilomètres de frontières terrestres et maritimes, englobent une traversée maritime et trois bassins maritimes, et bénéficient d'une enveloppe globale d'un milliard d'EUR au cours de la période de programmation 2014-2020. À ce jour, plus de 4 200 demandes ont été présentées et près de 600 projets ont été financés. Plus de 2 000 bénéficiaires, ONG, universités, municipalités et entreprises privées sont présentes sur le terrain: c'est tout un petit monde, issu de la sphère publique comme privée, qui s'affaire pour établir la confiance entre les communautés.

Adoption de règles communes

«Il y a bien longtemps, à nos débuts, il y avait plus de projets miroirs: les habitants d'un territoire avaient tendance à copier ceux de l'autre côté», explique Mathieu Bousquet, chef de l'unité C1 – Géorgie, Moldavie, voisinage et coopération transfrontalière de la DG NEAR. «Mais à présent, les bénéficiaires collaborent de plus en plus pour atteindre un seul et même objectif commun.»

La coopération le long des frontières extérieures de l'UE a commencé à prendre forme dès 2006. La première période de programmation (2007-2013) a été ponctuée de nombreux défis, lorsque l'instrument a été étendu pour couvrir l'ensemble du voisinage et que, pour la première fois, un ensemble de règles communes a été appliqué.

«Tout le monde a dû s'écarter des sentiers battus, des procédures de financement spécifiques bien connues: les États membres ont dû prendre leurs distances avec les règlements de la politique de cohésion et les pays partenaires, avec la modalité d'aide au développement et d'assistance technique», explique Carlos Bolaños, chef d'équipe à TESIM, soutien technique à la mise en œuvre et à la gestion des programmes de IEV CTF. «Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que nous avons mis en place un véritable et authentique partenariat, doté d'une gestion conjointe des programmes. Et ce «sentiment d'appartenance» est en quelque sorte unique dans le domaine de la coopération. Il s'agit d'un véritable atout de l'initiative IEV CTF.»

Les programmes de l'IEV CTF s'en sortent plutôt bien face aux crises financières et aux turbulences régionales que connaît l'Europe. Le premier cycle de programmation a été mis en œuvre pendant une période où l'Europe et ses voisins étaient en proie à une profonde crise économique, où des conflits faisaient rage en Syrie et où les relations étaient tendues en Crimée. Face à ce contexte défavorable, l'engagement des parties prenantes s'est toutefois révélé solide, et la coopération est parvenue non seulement à maintenir la tête hors de l'eau, mais aussi à être reconduite pour une deuxième période, de 2014 à 2020. Aujourd'hui, le lancement d'une troisième phase est imminent, les travaux ayant déjà commencé pour la période de programmation 2021-2027. Même si de nouvelles règles vont être mises en place, la communauté est prête à renouveler l'exercice.

«À nos débuts, nous étions loin de nous imaginer que le partenariat serait aussi égalitaire et qu'un bénéficiaire d'un pays partenaire pourrait piloter un projet», poursuit M. Bolaños. «Non pas parce qu'ils n'en avaient pas la capacité, mais simplement parce que les réglementations européennes en matière de gestion des fonds publics sont assez complexes et qu'il faut bien les maîtriser. Nous avons accompli de grands progrès dans ce domaine.»

En fait, non seulement la Fédération de Russie est le pays qui compte le plus grand nombre de bénéficiaires (390 jusqu'à présent), mais 30% des projets sont actuellement pilotés par des organisations ou des institutions de pays partenaires.

De nouvelles avenues de coopération

De quelle taille sont ces projets? Leur dimension financière oscille entre 50 000 EUR et 3 millions d'EUR. Il s'agit souvent

d'initiatives pilotes, ouvrant la voie à un nouveau modèle de coopération dans de nombreux secteurs, de la protection de l'environnement au transfert de technologie en faveur des PME, en passant par la régénération du patrimoine culturel et le développement des infrastructures, afin d'ouvrir les marchés et de favoriser le tourisme durable.

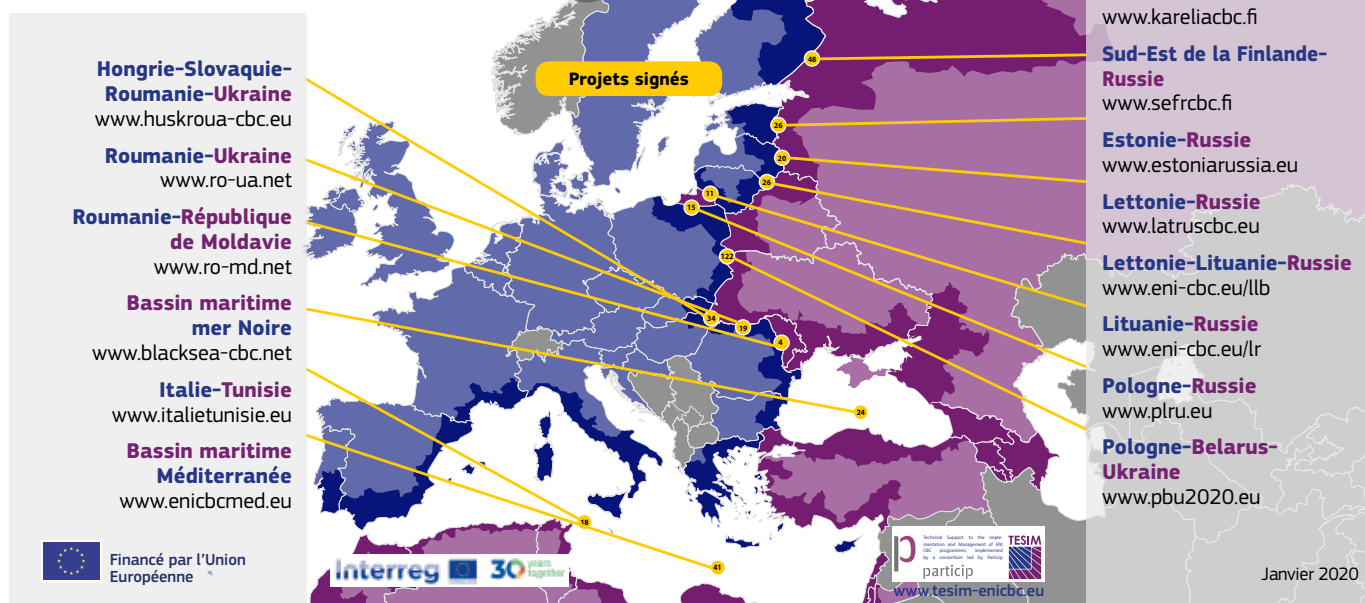
«Nous accueillons avec joie l'arrivée des programmes de l'IEV CTF au sein de la DG REGIO à compter du début de l'année prochaine. Nous nous réjouissons de collaborer avec les pays du voisinage pour maintenir un fort sentiment d'appropriation tout en préparant la nouvelle génération de programmes. Nous souhaitons tirer parti des simplifications proposées pour la période après-2020 et tisser des liens plus étroits entre les programmes de la famille Interreg», déclare Jean-Pierre Halkin, chef de l'unité «Macro-régions, coopération transnationale/interrégionale, IAP, élargissement» de la DG REGIO. «Parallèlement, en 2020, nous aurons également l'occasion de fêter le 30^e anniversaire d'Interreg, en tant que famille réunifiée. L'année 2020 sera sans nul doute placée sous le sceau de la coopération.»

La génération précédente de programmes de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) a déjà élaboré des connaissances et des outils à cet effet. Les programmes de l'IEV CTF actuels poursuivent les efforts précédents et apportent une solide contribution à la consolidation de la richesse des relations humaines ainsi qu'à la lutte contre les stéréotypes et les préjugés historiques – parce que nos voisins sont chers à notre cœur! Parce que la coopération est chère à notre cœur! ➤

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://tesim-enicbc.eu/>

Les programmes IEV CTF





Nourrir un sens de l'histoire

Vous souhaitez «ressentir» l'art, l'histoire et la nature à l'aide de technologies modernes combinées aux méthodes historiques traditionnelles de reconstruction? Si tel est le cas, nous vous réservons une surprise dans la nouvelle salle Fortepiano du Nouveau château à Alūksne, en Lettonie. Venez découvrir l'Histoire dans le parc de Pavlovsk en Russie ou les chauves-souris lors d'une balade nocturne dans le manoir de Litene en Lettonie.

Un nouveau tour qui mettra vos sens en éveil («Sense Tour») a été créé par nos partenaires lettons et russes dans le cadre du projet «630 Versts Full of Feelings», financé par le programme de l'IEV CTF Lettonie-Russie. Le projet vise à créer une expérience touristique personnalisée en allant à la découverte des magnifiques paysages, parcs de manoirs et châteaux que compte cette région transfrontalière entre la Lettonie et la Russie. Les sites touristiques englobent le Musée-réserve d'Izborsk, les manoirs de Krāslava et de Lūznava, le parc du manoir de Preiļi, et les manoirs d'Arendole, de Varaklani et de Litene. Le nouvel itinéraire touristique reliera Krāslava à Alūksne, en Lettonie, et continuera vers Pavlovsk à Saint-Pétersbourg, en Russie.

Forts de leur coopération fructueuse au cours de la période de programmation précédente, les partenaires continueront à promouvoir conjointement cet itinéraire. En outre, les partenaires russes et lettons s'emploieront à améliorer les compétences professionnelles du personnel du secteur du tourisme en organisant des ateliers, des expositions, des conférences et des festivals.

Le cofinancement du programme à hauteur de 720 000 EUR renforcera la capacité historique et culturelle de cette région transfrontalière, contribuant ainsi au développement socio-économique des régions de Vidzeme et de Latgale en Lettonie et des régions de Pskov et de Saint-Pétersbourg en Russie.





Transformer les sous-produits vinicoles en cosmétiques

À quoi les déchets de raisin peuvent-ils servir? Un projet financé par l'UE cherche à les transformer en ressource ou à les intégrer dans les produits cosmétiques ou de santé.

Dans le bassin méditerranéen, la culture traditionnelle du raisin présente un fort potentiel d'innovation qui ne demande qu'à être exploité. De manière générale, les viticulteurs et vigneron cherchent à améliorer la qualité du raisin et du vin sans penser à tirer parti des déchets de raisin. Les propriétés bénéfiques des sous-produits vinicoles étant maintenant connues, des formulations antioxydantes/anti-inflammatoires/anti-neurodégénératives font actuellement l'objet de recherches dans le cadre du projet «BESTMEDGRAPE». Ce projet est mis en œuvre par l'Italie, la Tunisie, la France, le Liban et la Jordanie dans le cadre du programme IEV CTF «Bassin maritime Méditerranée» et géré par la région autonome de Sardaigne en Italie.



L'idée est d'envisager les sous-produits vinicoles comme une source de composés bioactifs pouvant être transformés en produits pharmaceutiques commerciaux innovants. Le projet pourra non seulement valoriser l'excellente culture méditerranéenne qu'est le raisin, mais aussi élargir la chaîne de valeur du raisin grâce à la conception de produits nanotechnologiques. Cela favorisera la relance de l'économie locale et créera davantage de possibilités d'emploi tout en réduisant la pollution environnementale générée d'ordinaire par les déchets encombrants issus de la vinification. ➤

<http://www.enicbcmmed.eu/projects/bestmedgrape>



Des cours d'eau sans déchets pour une mer Noire propre



Réduire, réutiliser, recycler: les «3 R» applicables aux déchets solides pourraient-ils contribuer à sauver la mer Noire? Ce bassin maritime abrite la mer la plus polluée d'Europe en termes de déchets flottants. La quasi-totalité des déchets se compose de sacs et de bouteilles transportés jusqu'à la mer par les principaux cours d'eau de la région: le fleuve Rioni en Géorgie et le fleuve Prut en République de Moldavie sont les deux principaux pollueurs de la mer Noire à trouver leur source à l'intérieur des terres. Avec la montée des eaux, les cours d'eau emportent vers la mer les déchets agglutinés sur leurs rives, souvent utilisées comme décharges illégales.

Les efforts pour réduire la pollution consistent donc à nettoyer les rives du plastique et à éliminer celui-ci en le recyclant. C'est dans cet esprit que la Géorgie, la Moldavie et la Roumanie ont uni leurs forces dans le cadre du projet «Des cours d'eau sans déchets pour une mer Noire propre». Celui-ci a pour ambition d'introduire de bonnes pratiques de gestion des

déchets dans les communautés établies sur les rives des cours d'eau du bassin de la mer Noire. Dans le cadre du programme IEV CTF «Bassin maritime mer Noire» 2014-2020, un montant d'environ 1 million d'EUR sera alloué à la mise en œuvre du compostage des déchets verts municipaux à Kutaisi (Géorgie), à l'introduction de la collecte municipale des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) à Ungheni, et au tri à la source des déchets plastiques à Poti (Géorgie).

Se fondant sur les résultats d'un projet antérieur, le dernier projet en date sensibilise les communautés locales aux approches modernes de la gestion des déchets, et comprend notamment des programmes éducatifs, des opérations de nettoyage et des sessions de formation.

<https://wmp.ge/wmp2/>



INFRASTRUCTURES TRANSFRONTALIÈRES SUD-EST DE LA FINLANDE ET DE LA RUSSIE

De meilleures liaisons maritimes pour les biens et les personnes



HaminaKotka, le port de marchandises le plus important de Finlande, a beau être un point névralgique du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) dans la mer Baltique, il souffre d'un manque d'infrastructures destinées au trafic dense de passagers. Situé à seulement 250 km de là, sur l'autre rive, le port russe de Saint-Pétersbourg est confronté au problème inverse: ses infrastructures spécialisées sont inadaptées à un trafic dense de véhicules de transport et de marchandises. Malgré la courte distance qui les sépare, il n'existe aucune liaison internationale régulière par transbordeur entre ces deux ports. Cette situation a engendré un goulot d'étranglement, qui entrave la mobilité des biens et des personnes et entraîne des effets délétères sur les économies des régions de part et d'autre de la frontière.

Au cours de la période actuelle 2014-2020, l'UE – aux côtés de la Russie et la Finlande – investit plus de 4,5 millions d'EUR dans le cadre du programme IEV CTF «Sud-Est de la Finlande-Russie» dans deux grands projets d'infrastructure

(«KOTKA PAX» et «Multipass Port») visant à améliorer les points de passage frontaliers aux ports maritimes et à augmenter le trafic de biens et de passagers entre la Russie et la Finlande.

L'idée est d'œuvrer sur les deux rives de la Baltique, d'une part à la mise en place d'un nouveau terminal et point de contrôle qui permet des opérations douanières et des contrôles frontaliers sûrs et rapides du côté finlandais, et l'installation de nouveaux équipements et infrastructures destinés au contrôle du fret côté russe. Ces mesures renforceront les capacités des deux ports maritimes et permettront d'attirer de nouvelles entreprises de fret, ce qui se traduira par une augmentation des flux touristiques, et contribuera à améliorer la logistique et la mobilité dans le bassin de la mer Baltique. ■

<https://www.haminakotka.com>

<https://portspb.ru/en>

FI Campus 2019: «looking ahead to 2021 and beyond» (Cap sur 2021 et au-delà)

FI Campus 2019, l'événement phare annuel de *fi-compass*, s'est déroulé les 4 et 5 décembre 2019 à Bruxelles, en Belgique.



fi-compass, la plateforme horizontale de services de conseil sur les instruments financiers relevant des Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), est assurée par la Commission européenne en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI). Organisée pour la troisième année consécutive, l'édition de FI Campus de cette année a attiré plus de 400 praticiens des autorités de gestion des Fonds ESI, des intermédiaires financiers et d'autres parties prenantes associées aux instruments financiers des Fonds ESI.

Les instruments financiers des Fonds ESI comprennent notamment les prêts, les garanties, les fonds propres ou quasi-fonds propres. En accord avec la proposition de nouveau règlement portant dispositions communes (RPDC), ces instruments demeureront un important mécanisme de mise en œuvre des ressources des Fonds ESI au cours de la période de programmation 2021-2027. Fort de son slogan «Looking ahead to 2021 and beyond» (Cap sur 2021 et au-delà), FI Campus 2019 a proposé aux participants un programme éclectique, comprenant

- des séances d'information complètes et interactives sur la proposition de nouveau RPDC et le programme InvestEU;

- des ateliers portant sur des thèmes horizontaux liés aux instruments financiers relevant des Fonds ESI, comme les aides d'État et l'audit et le contrôle;
- des séances consacrées aux études de cas sur les instruments financiers relevant du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds de cohésion (FC) dans un éventail de secteurs, notamment le développement urbain, la compétitivité des PME et la recherche, le développement et l'innovation (RDI);
- des séances parallèles couvrant les instruments financiers relevant du Fonds social européen (FSE), du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP).

POUR EN SAVOIR PLUS

Pour des renseignements supplémentaires concernant les présentations de la Commission européenne lors de FI Campus 2019, veuillez contacter:

REGIO-B3-FINANCIAL-INSTRUMENTS@ec.europa.eu

Les présentations de l'événement sont disponibles sur la page de l'événement FI Campus 2019:

<https://bit.ly/2Na2V8E>

FI CAMPUS 2019: METTRE EN VALEUR L'INCIDENCE POSITIVE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DES FONDS ESI

La campagne **fi-compass Showcase 2019** met à l'honneur des histoires provenant des quatre coins de l'UE liées aux instruments financiers des Fonds ESI et aux projets soutenus. Lancée au début de l'été 2019, cette campagne a pour objectif principal de mettre en valeur l'incidence positive des instruments financiers des Fonds ESI sur le terrain. Parmi les histoires présentées au Showcase, dix ont été retenues et exposées au FI Campus 2019. Au cours de l'événement, les participants à FI Campus ont eu l'occasion de voter pour leurs histoires préférées, qui se verront décerner le **fi-compass Showcase Award 2019**.



Les participants à FI Campus 2019 visitent l'exposition fi-compass Showcase 2019



Les trois histoires lauréates du FI Campus 2019



Les entreprises slovaques tirent parti des investissements

En Slovaquie, quatre entreprises pionnières ont eu recours aux investissements en capital, cofinancés par les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), afin d'élargir leurs services et développer de nouveaux produits.

- Boataround est un site web de location de bateaux et de yachts. Il emploie plus de 30 personnes et offre un service 24 h sur 24 à ses clients et a mobilisé des investissements à des fins de formation, de marketing et de développement de produits.
- GA Drilling a mis au point une nouvelle technologie plasma qui rend le forage plus facile, plus rapide et meilleur marché.
- KOOR est une société de services énergétiques qui améliore l'efficacité énergétique des bâtiments en utilisant des méthodes respectueuses de l'environnement.
- GreenWay exploite plus de 250 bornes de recharge électrique en Slovaquie et en Pologne. Ces investissements et un prêt octroyé par la Banque européenne d'investissement (BEI) lui permettront d'installer 800 bornes supplémentaires.

➤ <https://bit.ly/2uxenF2>



La capitale de la Bulgarie fait la part belle au jeu

En Bulgarie, trois projets de développement urbain interconnectés ont permis de revitaliser 10 hectares de terrains dans la capitale du pays, Sofia. La population locale et les touristes affluent vers un nouveau centre de sports et de loisirs; un brillant exemple d'une approche intégrée qui utilise les fonds de développement urbain.

Le complexe sportif et le parc avoisinant de Vazrazhdane ont bénéficié de prêts JESSICA (Soutien conjoint à l'investissement durable dans les zones urbaines), qui ont permis de construire des terrains de basket-ball, de football et de volley-ball. Les instruments financiers des Fonds ESI ont également financé l'élargissement du parc, avec notamment la construction de cinq piscines extérieures et d'une piscine intérieure. L'eau des piscines provient de sources chaudes naturelles riches en minéraux, et les bassins sont accessibles aux personnes handicapées.

➤ <https://bit.ly/37Mgpzo>



La restauration d'un abattoir revitalise un quartier de Szczecin

À Szczecin, en Pologne, un abattoir du XIX^e siècle a été transformé en haut-lieu commercial et culturel baptisé «le vieil abattoir». Le bâtiment a conservé ses caractéristiques d'antan, alors qu'un prêt de la BEI a permis de moderniser les installations. Le projet a contribué à encourager les travaux de restauration des environs.

Implanté sur un terrain industriel laissé à l'abandon des années durant, le bâtiment abrite désormais un restaurant, une librairie et des entreprises, dont les bureaux d'une société de logistique internationale. Ses installations culturelles modernes comprennent une aire de jeux pour enfants, une galerie et des salles de réunion totalement équipées et disponibles à la location.

➤ <https://bit.ly/2FwuFQy>



Jonathan Denness, chef de l'unité « Instruments financiers et relations avec les institutions financières internationales », direction générale de la politique régionale et urbaine, Commission européenne

Qu'avez-vous pensé de l'édition 2019 de FI Campus?

Une fois encore, le grand nombre de participants à l'édition 2019 de FI Campus témoigne de l'intérêt suscité par les instruments financiers des Fonds ESI ainsi que de l'engouement des parties prenantes pour ce sujet. Cet engouement prouve que FI Campus est certainement l'un des événements les plus importants de l'année et que le partenariat entre la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement qui rend *fi-compass* possible est très solide. *fi-compass* accompagne les autorités de gestion et les banques et institutions nationales de promotion (BINP) dans la mise en œuvre sur le terrain des instruments financiers des Fonds ESI.

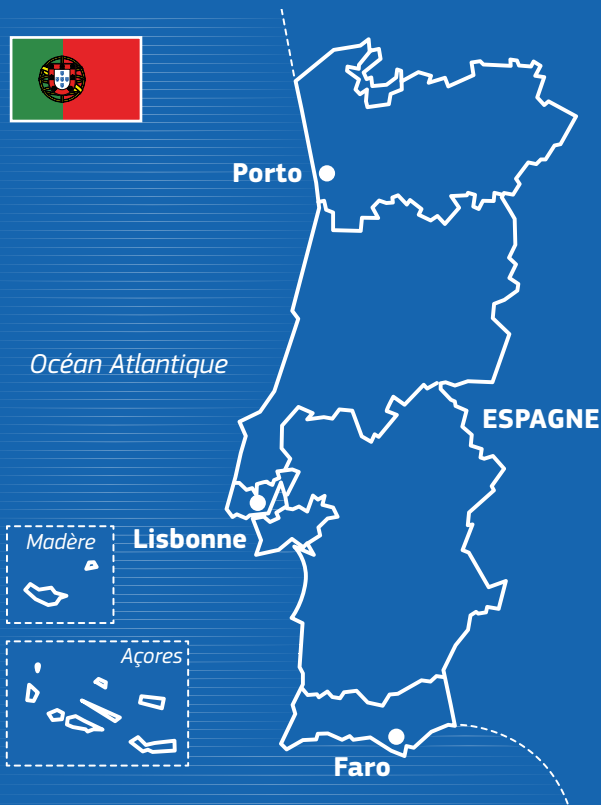
À quel point avez-vous consacré le plus d'attention cette année?

Lors du FI Campus de cette année, nous nous sommes concentrés en particulier sur l'explication du nouveau cadre réglementaire proposé pour la période de programmation 2021-2027 et sur les nouvelles possibilités de déployer des instruments financiers des Fonds ESI. De nombreuses parties prenantes ont organisé des présentations complètes consacrées au nouveau RPDC proposé et au programme InvestEU. Les experts de la Commission européenne ont également donné des explications sur des thèmes horizontaux clés liés aux instruments financiers des Fonds ESI, tels que les aides d'État, l'audit et le contrôle. Enfin, le *fi-compass Showcase 2019*, qui fait connaître l'impact positif des instruments financiers des Fonds ESI porteurs de nouveaux projets, a également constitué un volet important de l'édition de cette année.

L'édition de cette année de FI Campus mettait le cap sur 2021 et au-delà – quel est votre point de vue sur l'avenir des instruments financiers des Fonds ESI?

Je pense que l'avenir s'annonce très brillant. Notre nouvelle proposition de cadre réglementaire prévoit une simplification importante des règles ainsi que des occasions plus nombreuses de faire preuve de créativité à l'aide des instruments financiers des Fonds ESI. Par exemple, les règles simplifiées sur la combinaison des subventions et des instruments financiers: des combinaisons sont désormais possibles au sein d'une même opération. En outre, nous avons intégré la possibilité d'affecter certaines ressources de la politique de cohésion au compartiment «États membres» du programme InvestEU. Il s'agit là d'importantes possibilités nouvelles de contribuer à la réalisation des projets sur le terrain. Dans l'ensemble, je suis très optimiste quant à l'avenir et j'accueille avec joie l'augmentation du nombre d'instruments financiers au cours de la période de programmation 2021-2027, au titre des programmes de gestion partagée comme du programme InvestEU. ■

Le Portugal amorce sa transition vers une économie plus innovante et durable



La reprise économique soutenue qu'enregistre le Portugal au lendemain de la crise de la dette de 2010-2014 a été stimulée par le soutien de l'UE, les réformes structurelles et une industrie touristique en plein essor. Les investissements de l'UE soutiennent des efforts clés, comme la promotion de l'innovation et du développement durable, afin d'assurer une prospérité à long terme.

Situé dans la péninsule ibérique, dans le sud-ouest de l'Europe, le Portugal s'étend sur 92 226 kilomètres carrés et compte 10,3 millions d'habitants. Bordé par l'Espagne au nord et à l'est, le pays dispose d'un magnifique littoral atlantique à l'ouest et au sud.

Son territoire englobe également Madère, un archipel situé au large de la côte nord-ouest de l'Afrique, et les Açores, un chapelet d'îles logé au milieu de l'Atlantique.

Membre de l'UE depuis 1986, le Portugal a été aux prises avec une grave crise de la dette entre 2010 et 2014. Une assistance financière à hauteur de 78 milliards d'EUR octroyée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international a aidé le pays à se remettre de la récession de 2011-2013.

L'économie portugaise a depuis enregistré un fort rebond, forte d'une croissance du PIB de 3,5 % en 2017 – son plus haut niveau depuis 2000 – et de 2,4 % en 2018.

En 2018, les secteurs les plus importants de l'économie portugaise étaient le commerce de gros et de détail, les transports, l'hébergement et la restauration (24,9 %); l'administration publique, la défense, la santé et le travail social (19,1 %); et l'industrie (18,5 %).

Les solides exportations, étayées par une industrie touristique en plein essor, ont contribué au redressement économique du pays, qui, par ailleurs, a enregistré une hausse constante du nombre de visiteurs internationaux ces huit dernières années.

D'après le rapport par pays de 2019 pour le Portugal de la Commission européenne, l'expansion économique du pays a suscité une vigoureuse création d'emplois, qui a permis de faire passer le taux de chômage sous la barre des 7 % au quatrième trimestre 2018, bien en deçà de la moyenne de la zone euro et en phase avec les niveaux d'avant-crise. En outre, le Portugal continue de corriger ses déséquilibres macroéconomiques, et ses finances publiques n'ont cessé de s'améliorer, poursuit le rapport.

Il reste toutefois des problèmes à résoudre. Tout en prenant acte que la croissance économique a dépassé les attentes au cours du premier semestre 2019 et qu'elle a été tirée par le dynamisme des investissements, la Commission prévoit que la croissance du pays devrait se tasser: 2 % en 2019 et 1,7 % en 2020 et 2021.

Le rapport précise, en outre, que la dette des secteurs public et privé – ainsi que la dette extérieure – est toujours nettement supérieure aux objectifs de référence fixés. De plus, le potentiel de croissance durable à long terme du Portugal pourrait être amélioré à renfort d'investissements publics et privés plus importants dans les domaines de l'innovation, de l'efficacité des ressources, de la formation de la main-d'œuvre, des infrastructures et des politiques modernes en matière d'emploi.



Le faible niveau de qualification des travailleurs, notamment dans le domaine du numérique, entrave les investissements et la croissance de la productivité. Par ailleurs, l'inégalité des revenus et le taux de pauvreté au sein de la classe active sont supérieurs à la moyenne de l'UE, toujours d'après le rapport. La Commission a également constaté que l'insuffisance des infrastructures de liaison maritimes et ferroviaires empêche les entreprises axées sur l'exportation de bénéficier pleinement du marché unique de l'UE.

Les fonds favorisent l'innovation

Dans ce contexte, les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) jouent un rôle décisif dans le dépassement des principales contraintes structurelles du Portugal en matière de croissance et d'emploi.

Les investissements s'articulent autour de quatre domaines thématiques: la compétitivité et l'internationalisation; le capital humain; l'inclusion sociale et l'emploi; ainsi que la durabilité et l'utilisation efficace des ressources.

Leur objectif est de renforcer la compétitivité en stimulant la production de biens et de services commerciaux, en favorisant l'emploi, en particulier chez les jeunes, en élargissant la base de qualifications et de compétences des travailleurs, en réduisant la pauvreté, en modernisant l'administration publique et en promouvant l'efficacité énergétique.

Il convient tout particulièrement de souligner l'impact des Fonds ESI dans la promotion de l'innovation, au vu de leur rôle déterminant dans la levée des restrictions à la compétitivité comme à la durabilité du Portugal.

Au cours de la période actuelle 2014-2020, 57% du total des fonds de cohésion reprogrammés pour soutenir l'alignement sur le Semestre européen, qui fournit un cadre de coordination des politiques économiques dans toute l'UE, a été affecté à la compétitivité et au développement durable (38% et 19%, respectivement).

Fin septembre 2019, ces fonds ont permis de financer plus de 3 000 projets de recherche et développement et de transférer de connaissances, et de compenser plus de 97 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone, contribuant ainsi à la réduction annuelle prévue des émissions de gaz à effet de serre du Portugal.

La durabilité sous les feux de la rampe

Les préparatifs pour la période de programmation 2021-2027 vont bon train. Le pays entend relever les derniers défis auxquels il est confronté et anticiper ceux qui seront particulièrement importants au cours de la prochaine décennie, à savoir le changement climatique et la transition énergétique, la numérisation, la mondialisation et la viabilité démographique sous l'effet du vieillissement de la population portugaise. La promotion de la cohésion interne et la participation de tous les territoires au processus de développement devraient également être hissées au rang de priorité.

La période de programmation 2021-2027 reposera donc sur l'objectif principal visant à faire converger le Portugal vers la moyenne de l'UE. Cet objectif sera poursuivi dans le cadre des mécanismes de coordination des politiques économiques existantes au niveau européen sur la base de la «stratégie Portugal 2030», qui s'articule autour de quatre programmes prioritaires.

Le premier programme, qui a trait aux personnes, répond aux défis démographiques et se concentrera sur le renforcement de l'inclusion et la réduction des inégalités. Le deuxième est axé sur l'innovation et les qualifications en tant que facteurs de promotion du développement. Le troisième vise à promouvoir la compétitivité sur le plan international et la cohésion sur le plan national. Le quatrième, quant à lui, cible la durabilité et la réutilisation des ressources naturelles. ➤

La compétitivité au service de la durabilité



Panorama a demandé à Jaime Andrez, président du conseil d'administration de COMPETE 2020, de nous en dire davantage sur l'incidence du programme sur les priorités politiques actuelles et futures du Portugal.



COMPETE 2020 est le programme le plus vaste mis en œuvre au Portugal dans le cadre de la période de programmation actuelle et fait intervenir trois fonds (FEDER, FSE et FC). Quels sont, selon vous, les résultats les plus importants enregistrés par ces instruments de soutien à la compétitivité au niveau de la structure socioéconomique du pays?

Le programme opérationnel thématique «Compétitivité et Internationalisation» (COMPETE 2020) s'inscrit dans la priorité thématique «Compétitivité et Internationalisation» (2014-2020) de l'accord de partenariat Portugal 2020, approuvée par la Commission européenne le 16 décembre 2014. Le programme COMPETE 2020 est doté d'une enveloppe de 6,2 milliards d'EUR, dont 4,4 milliards d'EUR sont financés par le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion et le 1,8 milliard d'EUR restant provient d'une contribution nationale.

Pendant six premières années d'activité, COMPETE 2020 a déjà enregistré quelque 11 169 demandes et a accompagné 6 327 projets, donnant lieu à un incitatif d'environ 2 milliards d'EUR sur un investissement éligible d'environ 8 milliards d'EUR.

Les systèmes de mesures incitatives à l'intention des entreprises, en particulier ceux qui ciblent les investissements productifs innovants des PME, sont les principaux moteurs de COMPETE 2020. La contribution de ce dernier a également joué un rôle décisif en tant que catalyseur de la recherche et du développement des entreprises et de la coopération entre les entreprises faisant partie d'organisations de recherche et de systèmes d'innovation, en favorisant le transfert et la réutilisation des connaissances.

La consolidation de la croissance économique et la création d'emplois sont des défis majeurs qui attendent l'économie portugaise et dépendent essentiellement

« À l'heure actuelle, le concept de compétitivité intègre de plus en plus une dimension durable. »

du renforcement de la compétitivité et de l'innovation des entreprises nationales.

L'étude intitulée «Avaliação do Impacto dos Fundos Europeus Estruturais e de Investimento no Desempenho das Empresas» (Évaluation de l'impact des Fonds structurels et d'investissement européens sur les performances des entreprises), intégrée au plan d'évaluation de l'accord de partenariat Portugal 2020, montre l'efficacité des systèmes de mesures incitatives au cours de la période de programmation précédente. En outre, elle indique leur contribution à la mise en œuvre de changements positifs dans les entreprises soutenues dans des domaines tels que l'investissement, les qualifications des ressources humaines, l'innovation, l'internationalisation et la compétitivité des entreprises.

Elle met également en exergue les résultats suivants enregistrés par COMPETE 2020: des investissements plus importants en R&D des entreprises; le nombre de projets soumis en réponse aux défis sociétaux actuels, en particulier dans le domaine de l'action pour le climat; et la disponibilité en ligne des services publics destinés aux citoyens et aux entreprises. Il est également possible de prévoir les retombées des projets d'entreprise dans les chiffres suivants: création de 41 000 emplois, augmentation de 77% de la valeur ajoutée brute, augmentation de 55 % du chiffre d'affaires, et

augmentation de 72 % du chiffre d'affaires international. Ces chiffres laissent clairement entrevoir une plus grande intensité de la valeur des produits, une plus grande intensité des exportations et une plus grande productivité de la main-d'œuvre.

Quels sont les domaines stratégiques déjà hissés au rang de futures priorités au titre de COMPETE 2020?

Les priorités et les domaines stratégiques actuels correspondent à ceux qui seront définis à l'avenir et seront nécessairement soumis à la transformation numérique et devront faire face aux opportunités et défis que le numérique apporte à l'économie nationale. Les projets soutenus, qui associent des entreprises, des organes du gouvernement central et d'autres organisations concernées comme des associations d'entreprises, répondent à l'exigence en matière d'innovation, qui est la marque de fabrique de cette conception stratégique.

Comme je l'ai déjà mentionné, les défis sociétaux, en particulier dans le domaine de l'action pour le climat, figurent également au nombre des priorités des instruments politiques de COMPETE 2020.

Bien que les préoccupations environnementales et la voie du développement durable posent des défis de taille pour l'humanité, elles sont également à l'origine d'une opportunité exceptionnelle

pour les entreprises, qui peuvent jouer un rôle déterminant dans ce domaine. Des siècles durant, la croissance économique a reposé sur l'utilisation de ressources naturelles considérées comme inépuisables. Cette façon de penser a engendré une crise au niveau des ressources et une hausse des prix. Si nous ne remédions pas à ce problème, en particulier dans les projets soutenus par COMPETE 2020, nous assisterons à moyen terme à la disparition des écosystèmes et du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Nous ne pouvons nous le permettre: la croissance économique et la compétitivité ne peuvent prospérer sans une utilisation équilibrée des ressources.

À l'heure actuelle, le concept de compétitivité intègre de plus en plus une dimension durable. En effet, il englobe un ensemble d'autres notions, comme la circularité, la durabilité ou la viabilité, la numérisation, l'emploi qualifié et correctement rémunéré, et la satisfaction de la société à l'égard des biens et services dont la quantité, le prix et la qualité sont déterminés par la demande des consommateurs.

Être compétitif, c'est être durable et être durable, c'est être compétitif! ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.compete2020.gov.pt/>

POSEUR donne la priorité à la durabilité et au changement climatique



Helena Pinheiro de Azevedo, présidente de l'autorité de gestion de POSEUR, expose à *Panorama* la stratégie du Portugal pour relever le défi de la durabilité et du changement climatique.



Comment le programme en faveur de la durabilité et du climat est-il mis en œuvre dans le cadre du programme opérationnel «Durabilité et utilisation efficace des ressources» (POSEUR) et quelles réalisations peut-on espérer d'ici 2023?

Le soutien du Fonds de cohésion permet au programme POSEUR de réaliser un large éventail d'interventions dans les domaines de la durabilité et du climat, notamment des contributions très pertinentes aux objectifs thématiques (OT) suivants: OT 4 - Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO₂ dans l'ensemble des secteurs ; OT 5 - Promouvoir l'adaptation au changement climatique, la prévention et la gestion des risques; et OT 6 - Préserver et protéger l'environnement et promouvoir l'efficacité des ressources.

Eu égard aux réalisations escomptées à l'horizon 2023 dans les différentes priorités d'investissement, il convient de souligner la contribution très importante à l'atténuation du changement climatique au moyen d'une série de mesures qui

contribuent à la réduction des émissions de CO₂ et des autres gaz à effet de serre. L'objectif pour 2023 cible une réduction annuelle de 124 000 tonnes équivalent CO₂. L'atteinte de cet objectif sera rendue possible grâce à un soutien à l'investissement en faveur du renforcement de la capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables, de l'augmentation de l'efficacité énergétique dans les locaux de l'administration publique centrale et d'une mobilité urbaine plus durable. Ces mesures auront pour effet de réduire la consommation de combustibles fossiles et d'augmenter l'utilisation de transports publics propres tout en réduisant le nombre de véhicules individuels motorisés.

Il convient également de mentionner le soutien du programme d'adaptation au changement climatique (ACC) et la prévention et la gestion des risques associés essentiellement au climat. L'objectif est d'étendre les plans en matière d'ACC au territoire national dans son ensemble, de mettre en œuvre des mesures d'adaptation et de sensibiliser la population. Il s'agit également de consentir

“ *Le soutien du Fonds de cohésion permet au programme POSEUR de réaliser un large éventail d'interventions dans les domaines de la durabilité et du climat.* ”

des investissements pertinents pour la protection des côtes et la prévention des risques qui posent une menace des plus imminentes pour le territoire, notamment les feux de forêt et les inondations. À l'issue du projet, les interventions devraient porter sur la protection des personnes et des biens le long de 75 kilomètres de littoral concentrant 80 % de la population nationale qui bénéficiera de la protection contre les feux de forêt.

Enfin, il convient également de prendre acte du soutien de POSEUR à la protection de l'environnement et à la promotion de l'efficacité des ressources. Ce soutien a permis de consentir des investissements dans un éventail de domaines qui visent à contribuer à l'économie circulaire grâce au renforcement de la capacité de recyclage des déchets urbains (+230 000 tonnes/an), à la qualité et la durabilité de l'approvisionnement en eau (1,8 million de personnes concernées par des améliorations au niveau de l'approvisionnement en eau) et aux systèmes d'assainissement des eaux usées (1,6 million de personnes concernées par des améliorations au niveau des systèmes d'assainissement). Ces mesures entendent également améliorer la qualité de l'environnement, préserver les ressources naturelles et protéger la biodiversité et les écosystèmes, également menacés par le changement climatique.

Quelles sont les futures priorités pour le Portugal dans ces domaines?

La durabilité et le climat constituent les priorités nationales actuelles et futures les plus pressantes, comme l'illustrent le «plan national en faveur de l'énergie et du climat à l'horizon 2030» et la feuille de route «neutralité carbone en 2050». Ces documents stratégiques nationaux, qui ont été approuvés en 2019, définissent un plan d'action intégré, qui a pour objectif stratégique central d'atteindre la neutralité carbone au Portugal à l'horizon 2050. Ce plan comprend, entre autres, des mesures visant à décarboniser la production d'électricité, accroître l'efficacité énergétique dans tous les pans de l'économie, décentraliser la production d'énergie, décarboniser le secteur résidentiel et public et, enfin, décarboniser la mobilité et favoriser les transports publics.

Par ailleurs, il y a lieu de prendre des mesures de toute urgence afin de lutter contre le changement climatique et ses effets. Il s'agit notamment de renforcer la capacité de résilience et d'adaptation aux risques et aux catastrophes d'ordre climatique; d'intégrer des mesures de lutte contre le changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales; d'améliorer l'éducation, de sensibiliser la population et de développer les capacités humaines et

institutionnelles en matière d'atténuation, d'adaptation et de réduction des effets du changement climatique; et de mettre en place des mesures d'alerte rapide face au changement climatique.

Dans le cadre du financement de la politique de cohésion 2021-2027 pour le Portugal, la Commission européenne prévoit également, au titre de l'objectif stratégique 2, une continuité et un élargissement du soutien en faveur de la durabilité et du climat. Ce financement accru contribue à l'objectif général visant à rendre l'Europe plus verte et plus sobre en carbone et soutient la transition vers une énergie propre et équitable, des investissements verts et bleus, une économie circulaire, ainsi que l'adaptation au changement et la prévention des risques. ■

POUR EN SAVOIR PLUS:

<https://poseur.portugal2020.pt/en/>

STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES DE FARO-OLHÃO ET SYSTÈME DE LEVAGE D'OLHÃO

Ce projet va mettre en place une nouvelle infrastructure d'assainissement dans la région, qui contribuera à atténuer d'importants problèmes environnementaux et à améliorer la qualité de vie et la santé de la population locale. Le Fonds de cohésion apportera une contribution de 18,5 millions d'EUR, sur un investissement total de 21,8 millions d'EUR, conformément à la directive 91/271/CEE du Conseil du 21.05.1991 (relative au traitement des eaux urbaines résiduaires).

Le projet vise à moderniser le système d'assainissement de base de la région de l'Algarve en créant les conditions favorables à l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'état des ressources en eau existantes. En outre, les travaux contribueront à la protection de la biodiversité du parc naturel de la Ria Formosa et auront pour corollaire de stimuler l'économie de la région, largement tributaire du tourisme. L'amélioration de la qualité des plages et des eaux de baignade ainsi que des produits régionaux, comme les fruits de mer de la Ria Formosa, figurera également parmi les retombées positives du projet.

Les travaux comprennent la construction d'installations de traitement des eaux usées urbaines intégrant les techniques les plus modernes de traitement biologique des effluents. Les investissements ayant été réalisés, le projet est actuellement dans sa phase d'essai et de lancement.



AGRANDISSEMENT DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE CALHETA



Le réseau électrique de l'île de Madère est isolé et de taille modeste. Une part de l'énergie renouvelable produite pendant les heures de faible demande, en particulier la nuit, ne peut être ni exportée ni stockée, ce qui entraîne son gaspillage.

Le projet d'agrandissement de la centrale hydroélectrique de Calheta vise non seulement à accroître la capacité de production d'énergie de la nouvelle centrale, mais aussi à faire de cette dernière une infrastructure de stockage de l'électricité. Le système assure la production d'électricité et le captage, le stockage et le pompage de l'eau. Il a pour objectif de renforcer la capacité de réserve et l'utilisation

de l'énergie produite à partir de sources renouvelables intermittentes (éolienne et solaire notamment). Cela permettra de réduire la production d'énergie fossile, de renforcer la stabilité du système électrique et d'améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en électricité de l'île.

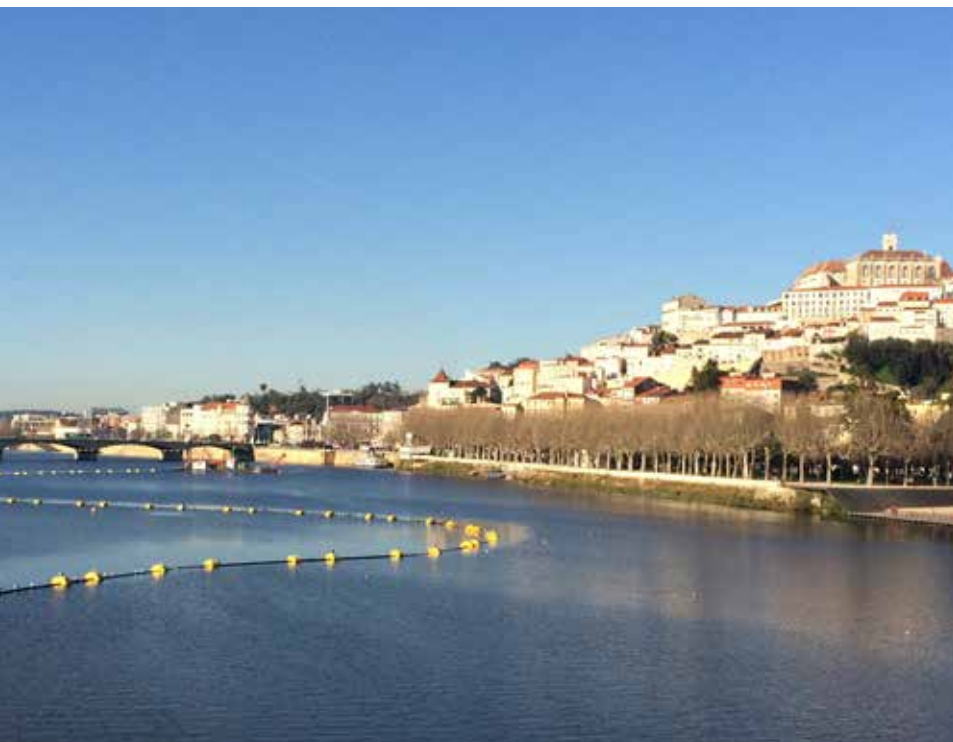
Tout en augmentant la capacité de production d'énergie renouvelable de la région, ce projet contribuera également à réduire la dépendance de Madère à l'égard des combustibles fossiles et, partant, à diminuer les émissions de CO₂ d'ici 2020, conformément aux objectifs nationaux et de l'UE.

Ce projet de grande envergure bénéficie d'un investissement de 45 millions d'EUR au titre du Fonds de cohésion. Les travaux en sont maintenant à un stade avancé et l'installation devrait entrer en service début 2020.

DRAGAGE DU RÉSERVOIR DU BARRAGE-PONT DE COIMBRA ET STABILISATION DE LA RIVE DROITE DU FLEUVE MONDEGO ENTRE LE PONT DE SANTA CLARA ET LE BARRAGE-PONT DE COIMBRA

Le changement climatique a provoqué des changements importants dans le cycle pluviométrique annuel au Portugal, entraînant des périodes de sécheresse et de pluies torrentielles, dont des précipitations extrêmes.

La ville de Coimbra est victime, de façon cyclique, de crues du fleuve Mondego, celles de janvier et février 2016 ayant été particulièrement intenses. Durant cette période, le débit du fleuve a atteint des niveaux sans précédent et a mis en péril la sécurité des citoyens et menacé les biens publics et privés, en particulier le patrimoine historique de la ville.



Dans la foulée de la directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil (relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation) et à la suite de l'identification de 22 zones inondables critiques dans le «Système d'information sur l'eau pour l'Europe - WISE», les plans de gestion des risques d'inondations ont été élaborés et prévoient les mesures structurelles à mettre en œuvre pour affronter les inondations.

L'une de ces mesures pour le fleuve Mondego portait sur le dragage du réservoir du barrage-pont de Coimbra, et a débouché sur l'approbation du financement du réservoir du barrage-pont de Coimbra: sur un investissement total prévu de 12 millions d'EUR, 10,1 millions d'EUR proviendront du Fonds de cohésion.

Ce projet vise à améliorer les conditions hydrodynamiques du ruissellement et à créer une plus grande colonne d'eau dans le fleuve Mondego. Ces mesures auront un impact important dès lors qu'elles préviendront ou atténueront les inondations dans la ville de Coimbra et la région qui l'entoure. Les travaux devraient être terminés d'ici fin 2020.



GREEN URBAN LIVING

Grâce au soutien de COMPETE 2020, le projet Green Urban Living s'est fixé pour objectif de concevoir de nouveaux systèmes de toitures et de façades vertes à base d'aggloméré de liège expansé. Ce projet avait pour ambition d'améliorer la durabilité, de conserver les ressources, d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments et d'atténuer certains effets du changement climatique en zone urbaine.

Cofinancé dans le cadre du système de mesures incitatives de R&DT, le projet a bénéficié d'un investissement d'environ 412 000 EUR, la contribution du FEDER étant d'environ 260 000 EUR. Le responsable du projet, Carlos Oliveira e Silva, a insisté sur le fait que la contribution de COMPETE 2020 s'est révélée essentielle pour fournir les ressources nécessaires à la recherche, aux essais en laboratoire et aux équipements et prototypes pour les essais réels qui ont tous joué un rôle dans l'issue fructueuse du projet.



NANOCLEANLEATHER



Le projet Nanocleanleather visait à fabriquer des cuirs aux propriétés anti-salissures (rejet de la saleté et nettoyage simple) et autonettoyantes (dégradation photocatalytique des contaminants sur la surface du cuir) destinés au secteur automobile (notamment les housses de sièges, les volants, les tableaux de bord et les panneaux de portes) à base d'additifs nanostructurés.

D'une part, le projet cherchait à répondre au besoin pressant de l'industrie du tannage de disposer de meilleures propriétés de nettoyage de la peau (performances et durabilité accrues), tout en préservant l'aspect naturel de cette dernière. D'autre part, en accord avec son sponsor, Couro Azul (Cuir bleu), l'équipe du projet

s'est concentrée sur les secteurs ferroviaire et aérien, où ces propriétés s'avèrent particulièrement importantes vu la fréquence de nettoyage plus élevée et les délais plus serrés que ceux en vigueur dans l'industrie automobile.

Le projet NanoCleanLeather a été cofinancé par COMPETE 2020 dans le cadre du système de mesures incitatives R&DT dans le domaine de la co-promotion. Sur un investissement d'environ 459 000 EUR, 330 000 EUR proviennent du FEDER.

<https://bit.ly/2FAc5XO>

AORP – JEWELLERY NEWBORN AU PORTUGAL

Le projet avait pour ambition de consolider le potentiel d'exportation de la production portugaise de bijoux et d'accroître sa visibilité sur le marché mondial.

L'AORP, l'Association des horlogers et bijoutiers du Portugal, a créé la marque portugaise «Jewellery Newborn» afin de promouvoir les nouveaux talents de la production nationale de bijoux. L'Association voulait réinventer ce secteur traditionnel sous le chapeau d'une marque promotionnelle unique représentant la créativité et le travail de nouveaux designers nationaux.

Les opportunités offertes ont vu la joaillerie portugaise concevoir des pièces attrayantes et des modèles d'affaires innovants parmi les nouveaux créateurs (Newborn) et les entreprises traditionnelles, identifiant ainsi les canaux appropriés pour permettre au secteur de franchir une nouvelle étape dans son développement.



Cofinancé dans le cadre du Système de soutien aux initiatives collectives dans le domaine de l'internationalisation, le projet a bénéficié d'un investissement total d'environ 556 000 EUR, environ 473 000 EUR ayant été financés par le FEDER.

<https://bit.ly/2QFoCzP>

R4TEXTILES

Le projet R4Textiles – à l'origine de la marque de tissu Tenowa – a donné la priorité à une stratégie de recherche qui a abouti à l'adoption de politiques durables visant à réduire les incidences sur l'environnement.

Dans le contexte actuel de sensibilisation aux enjeux environnementaux, l'entreprise textile portugaise Riopete-Texteis SA, l'une des plus anciennes du pays, s'est engagée à adopter une stratégie de recherche et des politiques durables visant à réduire les incidences sur l'environnement. Le projet était axé sur la récupération et la réutilisation de textiles, de déchets agroalimentaires et d'autres sous-produits provenant d'industries agroalimentaires de la région.

Sous l'image de marque «Rebirth of Textiles», Tenowa est la marque de Riopete pour tous les produits conçus dans le cadre de ce projet. S'inscrivant dans le cadre de l'économie circulaire, le projet R4Textiles a été cofinancé par COMPETE 2020 au titre du Système de mesures incitatives en matière de recherche et de développement technologique (R&DT). À ce titre, il a bénéficié d'un investissement d'environ 978 000 EUR, dont 602 000 EUR en provenance du FEDER.

<https://bit.ly/3020fiC>



LA PAROLE EST À VOUS

PANORAMA
vous invite à
envoyer vos
commentaires!

«La parole est à vous» est la section de *Panorama* où les parties intéressées aux échelons local, régional, national et européen présentent leurs réalisations pour la période 2014-2020 et donnent leur avis sur les discussions décisives

actuelles sur la politique de cohésion de l'après-2020. *Panorama* vous invite à envoyer vos commentaires dans votre langue. Ils figureront peut-être dans un prochain numéro. Contactez-nous à: regio-panorama@ec.europa.eu pour obtenir plus d'informations sur les délais et les instructions.

Une économie circulaire pour la région de Lisbonne-et-Val-de-Tage

En 2015, l'Union européenne adoptait un train de mesures visant à aider chaque État membre, de manière concomitante, à amorcer sa transition vers l'économie circulaire et à stimuler sa compétitivité sur la scène internationale, la croissance économique durable et la création de nouveaux emplois.



Teresa Almeida
Présidente, développement régional, économie circulaire, innovation, compétitivité et coopération

C'est dans cette optique que le Portugal a lancé, en 2018, son plan d'action en faveur d'une économie circulaire (PAEC), subdivisé en plusieurs actions, notamment en ce qui concerne l'élaboration de programmes régionaux pour l'économie circulaire, plan d'action que chacune des cinq Commissions de coordination et du développement régional avait pour mission de développer.

La stratégie présentée dans le programme régional en économie circulaire de la région de Lisbonne-et-Val-de-Tage (AREC-RLVT), élaboré par sa Commission de coordination et du développement régional, a tiré parti d'études sur le métabolisme interne, sectoriel et régional qui ont permis d'identifier des alternatives, des solutions et des priorités.

L'AREC-RLVT s'est révélé être un outil de définition stratégique visant à imprimer les principes de l'économie circulaire dans le tissu entrepreneurial et productif de la région, dans le fonctionnement des villes et des centres urbains et dans la promotion du développement régional. Il a été le point de départ des processus de diffusion et de

promotion, alignés sur la structure du programme PAEC. Ce processus a créé une nouvelle approche de diagnostic territorial fondée sur les flux («flow-based») et a contribué à la préparation du prochain cadre communautaire d'appui.

En intégrant l'économie circulaire dans l'élaboration des politiques publiques régionales, la CCDR LVT (commission de coordination et du développement régional de Lisbonne-et-Val-de-Tage) cherche à se départir d'un modèle d'économie linéaire afin de prévenir et anticiper certains des défis structurels qui se profileront à l'horizon 2020-2030, notamment le changement climatique, l'intégration technologique, l'évolution démographique et le manque de ressources. ■

POUR EN SAVOIR PLUS
www.ccdr-lvt.pt

Comment les instruments financiers fondés sur des apports de fonds propres stimulent la croissance économique régionale

L'Europe a beau produire un grand volume de recherche de haute qualité, toutes ces nouvelles connaissances ne se traduisent pas en produits et services, sources d'avantages économiques et sociaux.

Bien que l'Europe possède des cerveaux parmi les plus brillants et les plus innovants au monde, nous sommes à la traîne par rapport à des pays comme la Chine et les États-Unis en ce qui concerne le développement fructueux de start-up et leur expansion.

En règle générale, les entreprises en phase de démarrage dénichent un financement auprès de la famille, de connaissances ou d'amis («family, friends and fools» en anglais) avant de trouver un (ou plusieurs) particulier(s) doté(s) de fonds propres nets élevés disposé(s) à leur offrir un «capital providentiel» qui leur permettra de franchir les premières étapes du développement de l'entreprise. Ces «investisseurs providentiels» offrent leur soutien et leur expertise (et leur argent) en échange d'une prise de participation dans la jeune pousse.

Ils prennent toutefois des risques élevés et accusent souvent de grosses pertes. Les organismes publics peuvent atténuer le risque financier que peuvent courir ces investisseurs, et stimuler leur investissement grâce à l'instrument financier fondé sur des apports de fonds propres proposé par la Commission européenne.

Cet instrument se présente sous la forme d'un fonds de co-investissement public-privé qui soutient les entreprises à haut risque dans leurs premières phases de développement. La présence de fonds publics réduit le risque pour les investisseurs providentiels et permet d'attirer davantage d'investissements privés.

Cependant, l'instrument financier fondé sur des apports de fonds propres effraie de nombreuses autorités de gestion. En effet, envisageons un investissement de 40 à 50 millions d'EUR dans 20 à 30 entreprises. L'activité économique de 7 ou 8 d'entre elles sera satisfaisante, celle de 2 ou 3 sera solide et, si la chance nous sourit, une entreprise parviendra à atteindre des sommets. Pour le reste d'entre elles, l'aventure sera un échec, entraînant parfois la faillite. Pour un organisme public, c'est une grande partie de l'argent du contribuable qui partirait en fumée. Cela dit, un aspect échappe bien souvent aux autorités de gestion: les retombées sur toute l'économie de la région d'une poignée d'entreprises seulement seront si grandes qu'elles justifient totalement les pertes enregistrées.

Au Royaume-Uni, 6% des entreprises à forte croissance ont généré, à elles seules, la moitié de la croissance de l'emploi du pays entre 2002 et 2008. Ces entreprises n'étaient pas des petites entreprises ordinaires, il s'agit de start-up à haute intensité de connaissances et à haut risque qui ont réussi à prendre leur envol. De même, une étude menée par la Fondation Kauffman aux États-Unis montre que 1% des entreprises à forte



Luigi Amati
PDG de META Group et président de Business Angels Europe

croissance les plus performantes génèrent 10% des nouveaux emplois directs et 40% des nouveaux emplois indirects. Il n'est nullement question de politiques fantaisistes en matière de start-up, mais bien de création d'emplois et de richesses!

Tout le monde gagne à recourir à un instrument financier fondé sur des apports de fonds propres. Il permettra à la jeune pousse de recevoir des conseils d'un investisseur providentiel expérimenté en ce qui concerne les premières phases de développement, ainsi qu'un soutien financier. Il permettra également de développer un réseau d'investisseurs providentiels et d'autres investisseurs initiaux auxquels faire appel dans le cadre de futurs instruments financiers et d'initiatives de capital-risque. Et, lorsqu'on découvrira la prochaine entreprise valorisée à 100 millions d'EUR, ou mieux encore, la prochaine licorne, cette entreprise sera source de succès, d'emploi et de croissance économique pour la communauté locale. ■

PHOTOGRAPHIÉ



Retour sur les principales attractions de la SERV 2019

La 17^e Semaine européenne des régions et des villes a battu son record d'affluence, enregistrant plus de 9 000 participants et quelque 400 partenaires sélectionnés, dont 21 services de la Commission.

Près de 400 ateliers, débats, expositions et occasions de mise en réseau ont été organisés dans l'optique d'examiner et de partager les meilleures pratiques en matière de collaboration entre les régions et les villes pour favoriser une politique de cohésion plus forte.

Les préparatifs de la prochaine édition de la Semaine européenne des régions et des villes, qui aura lieu du 12 au 15 octobre 2020, ont d'ores et déjà commencé (inscrivez la date dans votre agenda!).

Nous nous réjouissons de vous retrouver l'année prochaine!

Agora Village

Caractérisé par une atmosphère et un environnement très durables, l'Agora Village a fait office de centre de réseautage qui offre aux visiteurs la possibilité de participer à différents ateliers dans des zones prévues à cet effet. Des installations de discothèque silencieuse ont notamment été mises en place

et permettaient aux participants, munis d'un casque, d'écouter les présentations sans déranger les autres. L'Agora a également accueilli 42 exposants et 11 régions, qui ont donné un aperçu de leurs spécialités régionales.



“ Les moments de convivialité partagés à l'Agora Village donnent tout son sens au concept d'Europe Unie. ”



“ J’ai apprécié le lieu et la possibilité de créer des liens. ”



“ C’était une expérience parfaite, merci de m’avoir donné l’occasion d’y participer. ”



“ Je suis très heureux d’avoir participé à un événement si intéressant! ”



Lors de cet événement, un nombre record de participants originaires de 70 pays a eu de nombreuses occasions de participer à des ateliers, débats, expositions et activités de mise en réseaux.



Le SERV a ouvert les festivités par un débat politique de haut niveau intitulé «Régions et villes, les piliers de l'avenir de l'UE».



100 jeunes élus locaux et régionaux représentant 26 États membres ont participé à l'événement



Dans le jeu de co-création de l'Urban Living Lab, les joueurs avaient pour mission de rédiger un scénario sur un défi lié au climat



Karl-Heinz Lambertz, président du CdR, aux côtés de Younous Omarjee, président de la commission du développement régional au Parlement européen, faisant la promotion de l'Alliance pour la cohésion



Le projet BoerenBruxselPaysans contribue à rendre une nourriture locale, saine et de qualité accessible à tous les Bruxellois

Dialogue citoyen

Outre la tenue d'événements plus traditionnels, l'édition de cette année de la #EURegionsWeek a ouvert ses portes aux citoyens, les invitant à participer à un atelier et un débat. Ces activités ont suscité un échange animé entre une centaine de jeunes citoyens sur des questions d'intérêt pour l'UE, comme «Une Europe plus proche des citoyens», «L'avenir de l'Europe et le rôle des régions et des villes», «Une Europe plus verte» et «Une Europe plus intelligente».



Le programme médiatique

Bien qu'il ait été difficile de battre le record de rapports publiés l'année dernière, le programme médiatique 2019 a décidé de continuer de présenter les réalisations des investissements de la politique de cohésion dans toute l'UE. Les 36 articles

publiés ont apporté plus de détails sur l'état des préparatifs du budget pour l'après-2020 et ont permis aux médias d'engager des discussions avec le nouveau collège des commissaires.



Cérémonie de remise du prix Megalizzi-Niedzielski aux journalistes en devenir



Cérémonie des prix REGIOSTARS

Chaque année, comme le veut la coutume, la Commission européenne a récompensé les cinq projets financés par l'UE qui ont démontré leur excellence et la valeur de leurs approches novatrices en matière de développement régional.

Dans la catégorie 1, «Promouvoir la transformation numérique», le prix a été décerné à Energy Cells GR, un projet de coopération transfrontalière entre l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg, pour la consommation énergétique durable et l'innovante production d'énergie renouvelable.

La société britannique CobBauge a remporté le prix de la catégorie 2, «Connecter le vert, le bleu et le gris», grâce à son développement de matériaux de construction de murs à base de terre et de fibres.

Le prix de la catégorie 3, «Lutter contre les inégalités et la pauvreté», a été octroyé à Good Support, une plateforme polonaise en ligne qui relie les habitants de la région de la Poméranie occidentale aux services sociaux locaux.

Climate Active Neighbourhoods (CAN), un projet conjoint entre la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, a reçu le prix de la catégorie 4, «Construire des villes résilientes au changement climatique». Ce projet favorise les stratégies locales afin d'augmenter l'efficacité énergétique des foyers dans des zones urbaines défavorisées.

Dans la catégorie 5, «Moderniser les services de santé», le prix a été attribué au projet belge de l'Orsi Academy, un centre de formation et d'expertise dans le domaine des nouvelles technologies, notamment en chirurgie mini-invasive et en chirurgie robotique.

Enfin, le prix du public a été octroyé à CityWalk du Programme Interreg Danube, qui aide les villes dans la région du Danube à créer des zones attrayantes pour les piétons. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

https://ec.europa.eu/regional_policy/en/regio-stars-awards/

ACTUALITÉS [EN BREF]

ENGAGER LES CITOYENS EN FAVEUR DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LA POLITIQUE DE COHÉSION



Dans ses orientations politiques pour la nouvelle Commission, la présidente Ursula von der Leyen a exprimé sa volonté de voir les citoyens européens jouer un rôle actif et de premier plan dans la construction de l'avenir de notre Union. Le traité de Lisbonne reconnaît et renforce l'importance d'un engagement citoyen plus prononcé, notamment grâce à la mise en place de l'initiative citoyenne européenne. En outre, cette priorité trouve écho dans une série de documents et de déclarations politiques, comme la contribution de la Commission à la déclaration de Sibiu pour le «prochain programme stratégique de l'UE pour la période 2019-2024».

C'est dans cette optique que la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne organise une conférence sur la participation des citoyens et de la société civile dans la politique de cohésion. Cet événement se déroulera sous les auspices politiques et avec la participation de la commissaire en charge de la cohésion et des réformes, Elisa Ferreira. Il s'intéressera à la manière d'assurer une coopération plus étroite avec les citoyens et la société civile au niveau de la gouvernance et de la mise en œuvre de la politique de cohésion et la gestion des fonds de l'UE qui y sont consacrés. Une participation plus active de la part des citoyens permettra aux institutions de renforcer encore plus leur transparence et responsabilité, alors que les investissements produiront des résultats plus nombreux et plus importants sur le terrain. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

https://ec.europa.eu/regional_policy/en/conferences/citizens_good_governance

FAÇONNER UN AVENIR URBAIN DURABLE



La politique de cohésion occupe une place centrale dans le développement urbain durable en Europe. Les villes européennes cristallisent environ 115 milliards d'EUR, dont 17 milliards d'EUR sont mis en œuvre à l'échelon local par le biais de stratégies de développement urbain intégré gérées directement par les autorités urbaines. En ce qui concerne le prochain budget européen, après 2020, la Commission européenne propose de renforcer la dimension urbaine en affectant 6% du budget total du Fonds européen de développement régional par État membre au développement urbain durable. La proposition introduit également un objectif politique «Une Europe plus proche des citoyens» et une nouvelle initiative urbaine européenne qui reconnaît que la dimension urbaine de la politique de cohésion repose sur un partenariat stratégique multi-niveaux avec les autorités locales et la société civile.

De ce fait, 53 projets urbains ont été sélectionnés pour être exposés dans le cadre du Forum des villes 2020, qui se tiendra les 30 et 31 janvier à Porto, au Portugal. Cette exposition rassemblant des projets urbains intéressants montre, de manière concrète, ce que la politique de cohésion apporte aux citoyens européens. Elle présente des exemples de réalisations menées à bien par les villes et illustre l'importance capitale d'une approche intégrée et d'une gouvernance à plusieurs niveaux dans le cadre de l'élaboration des politiques. En outre, les pratiques urbaines présentées donnent une indication des projets que la Commission prévoit de financer à l'avenir.

Les bonnes pratiques sont tirées des programmes financés par la politique de cohésion suivants: URBACT, les actions innovatrices urbaines et les projets urbains financés par les programmes principaux. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://citiesforum2020.topi.com/>

PROGRAMME YOUTH4REGIONS

Nous présentons ici deux autres articles soumis par de jeunes journalistes qui ont participé au concours de blogs YOUTH4REGIONS.

Le programme Youth4Regions promeut la formation de la prochaine génération de journalistes spécialisés dans la politique régionale. Il encourage ces jeunes européens à communiquer sur les projets financés par l'UE.



Ávila montre l'exemple

En 1912, le poète Antonio Machado dépeignait la Castille comme un désert aux racines conservatrices solidement ancré dans ses coutumes, une perception de la région de Castille-et-León encore bien vivante à l'heure actuelle. La ville d'Ávila, l'une des plus grandes représentantes de ce traditionalisme castillan, a brisé ce moule pour s'ériger en un modèle de modernisation et de progrès pour d'autres villes européennes.

Inscrite au patrimoine mondial de l'humanité depuis 1985, Ávila est une enclave touristique qui jouit d'une situation exceptionnelle sur le territoire espagnol. Située à une heure de Madrid, cette ville de Castille-et-León, attire des flots de touristes désireux de découvrir son enceinte fortifiée médiévale, l'une des mieux conservées d'Europe. La beauté d'Ávila a ébloui certaines des plus grandes icônes de la culture du XXe siècle, dont l'écrivain Ernest Hemingway et le réalisateur Orson Welles.

Le projet Smart Heritage City (SHCity), lancé en 2016 dans le cadre du programme Interreg V Sudoe du Fonds européen de développement régional (FEDER), y a déployé avec succès une plateforme technologique qui facilite la gestion et la conservation des sites historiques et contribue à la revitalisation de son industrie touristique.

Pour mener à bien ce projet, il était nécessaire de combler la profonde fracture numérique dont est victime la communauté autonome de Castille-et-León par comparaison avec les autres régions espagnoles. En 2017, la couverture de ce territoire a augmenté de près de 5%, desservant quelque 233 996 habitants dans la région. Les subventions en faveur de l'élargissement de l'accès à la large bande, cofinancées par l'État et les fonds du FEDER de l'UE, comprenaient quelque 11 millions d'EUR de subventions allouées aux opérateurs de télécommunications afin de poursuivre le déploiement de la large bande ultra-rapide en Castille-et-León.

Le ministère espagnol de l'énergie, du tourisme et de l'agenda numérique signale que, depuis l'appel à propositions de 2013, 15 millions d'EUR ont été alloués à la Castille-et-León, ce qui a suscité un investissement de 28 millions d'EUR pour les opérateurs de télécommunications. Ventilé par province, Ávila a été la principale bénéficiaire de ces subventions en 2017, avec une enveloppe de 3 millions d'EUR.

Le projet SHCity a permis de mettre en place un réseau de 230 capteurs et dispositifs sur 26 sites, en intérieur et en extérieur, à travers le complexe historique de la ville. Ces capteurs permettent de commander, en temps réel, non seulement une vingtaine de paramètres environnementaux et structurels, mais aussi des paramètres relatifs à la sécurité, la consommation électrique et la fréquentation.

Les données recueillies par les capteurs sont regroupées avec celles d'autres systèmes, ce qui génère un trafic de plus de 1 000 données par heure et facilite le travail des gestionnaires. La collecte de ces données permet au conseil municipal d'Ávila d'harmoniser les mesures et améliorer le processus de prise de décision au cas où la ville serait confrontée à une anomalie susceptible d'endommager le complexe historique de la ville, comme une hausse ou une baisse importantes de la température ou du taux d'humidité.

De plus, le projet a développé une application touristique qui utilise les informations capturées par le système de contrôle et qui les aligne pour sensibiliser les visiteurs, et la société dans son ensemble, à l'importance de préserver le patrimoine de manière adéquate. Cette application permet également aux utilisateurs de définir leurs propres itinéraires à travers la ville. Pour ce faire, elle évalue le temps dont ils disposent, identifie les lieux d'intérêt les plus proches de leur position ainsi que les attractions où le temps d'attente est plus court en raison d'un taux de fréquentation plus faible à ce moment précis.

Le défi de SHCity est de reproduire le projet dans d'autres complexes historiques européens. Un prototype a été développé à

David vient de terminer sa première année d'études en journalisme et en études des médias à l'Université Carlos III de Madrid, en Espagne. Selon lui, le journalisme sérieux est l'un des meilleurs moyens pour bâtir une société jouissant de plus de liberté. À l'avenir, David aimerait devenir journaliste d'investigation.



cet effet pour les communes de Sintra-Cascais, au Portugal, et de Riba-roja de Túria à Valence, en Espagne.

L'investissement du FEDER dans ce projet, qui se monte à 1 194 333 EUR, représente 1,5% des 79 millions d'EUR et plus investis dans des projets en Castille-et-León depuis le début de 2019. Cette somme ne représente toutefois que 12% des quelque 700 millions d'EUR que l'UE prévoit de dépenser dans la région. ➤

Muraille d'Ávila, Espagne





La créativité comme moteur de l'intégration

Un jeune blogueur discute avec des habitants du District Sud de Cordoue, en Espagne, pour en savoir plus sur cette partie de la ville et sur la contribution considérable apportée à ses habitants par les fonds de l'UE.

« Le district se porte incontestablement beaucoup mieux aujourd'hui. Par le passé, la seule mention de "District Sud" suscitait des commentaires désobligeants, quand ce n'était pas carrément une grimace. On avait l'impression de ne pas faire partie de la ville. Mais aujourd'hui, nos rues sont belles, il y a beaucoup plus de passage et les habitants sont, de manière générale, plus heureux », explique Ana, une résidente.

La famille d'Ana avait dû déménager de Sierras de Córdoba vers Campo de la Verdad, dans le District Sud (une zone de Cordoue qui englobe cinq quartiers: Campo de la Verdad, Sector Sur, Miraflores, Fray Albino et Guadalquivir), car les trajets quotidiens en voiture jusqu'à l'école d'Ana et retour leur prenaient de longues heures. Ils ont trouvé le quartier accueillant et agréable, malgré le problème majeur que constituait son côté marginal.

En effet, si ce quartier jouxte le centre historique de Cordoue, son emplacement sur la rive opposée du Guadalquivir a toujours joué en sa défaveur. Aujourd'hui, il reste encore quelques petites enclaves marginales, que plusieurs administrations publiques se sont employées à améliorer depuis les années 1990. Malgré ces efforts, le quartier souffre toujours d'un cruel manque de services sociaux et d'une détérioration de ses infrastructures; le taux de chômage y est élevé et les revenus, faibles.

José Luis, habitant de longue date du Sector Sur, nous rapporte avec une certaine tristesse: «C'était différent avant. Il y avait deux cinémas. Deux! Les gens venaient souvent ici et nous faisons partie intégrante de la ville, surtout au niveau culturel».

Mais aujourd'hui, le District Sud a connu un revirement dans son développement. Le plan «Urban Sur» s'inscrit dans le cadre de la période de mise en œuvre 2007-2013 du plan du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour Cordoue, par le biais de l'Institut municipal pour le développement économique et l'emploi de Cordoue (IMDEEC), un organe qui dépend du conseil municipal. Le plan était doté d'une enveloppe budgétaire de plus de 12 millions d'EUR, dont 10 millions d'EUR en provenance du FEDER.

« Le plan Urban Sur illustre l'impact positif des fonds européens sur le développement de la ville. »

Soledad Cañizares Sevilla

Le plan avait pour objectif ambitieux et innovant de redynamiser cette zone urbaine sur le plan économique et social, en facilitant son intégration de manière durable. Il reposait sur une stratégie de mesures concrètes et des occasions inédites offertes par la culture et l'économie créative.

Comme me l'a confié Soledad Cañizares Sevilla, membre du Département des projets et de la coopération institutionnelle de l'IMDEEC: «Le plan Urban Sur illustre l'impact positif des fonds européens sur le développement de la ville (...) Le pilier central de ce projet pilote très innovant est le développement à travers la culture, une forme d'intégration qui fera très certainement recette à l'avenir».

Ce plan s'articule autour de quatre actions. La première portait sur l'amélioration de l'environnement urbain et l'efficacité technologique grâce à la rénovation de quatre rues. Cette action a permis de prolonger les pistes cyclables, de planter plus de 100 arbres et de passer à un éclairage public efficace sur le plan énergétique.

La deuxième action consistait en un programme d'intégration sociale et de formation, comme en témoigne la transformation de l'ancienne école normale en un centre de formation aux TIC, de création artistique et d'éducation. Elle comprenait également une série de plans d'inclusion sociale rassemblant plus de 5 000 participants.

Le troisième volet du plan visait le développement économique durable de cette partie de la ville et prévoit la création, dans l'ancienne école, d'une académie d'entrepreneuriat et d'un incubateur d'entreprises. Enfin, la quatrième action, axée sur la recherche, le développement et l'innovation, a débouché sur la construction du Centro TIC Séneca qui favorise la formation technologique des habitants du quartier.



Javier étudie la communication et les relations internationales à l'Université Loyola de Cordoue, en Espagne.

Passionné par l'UE et les médias, il aime particulièrement mettre à profit sa créativité (vidéo, image, etc.) dans les médias sociaux.

Si certaines infrastructures sont encore en construction, le vent du changement a déjà commencé à souffler sur le District Sud. Urban Sur a revitalisé les différents quartiers de la zone, en modernisant les infrastructures existantes et en en créant de nouvelles, et, surtout, en améliorant la vie de tous ses habitants.

«Nous sommes enchantés de la manière dont les fonds européens sont dépensés. Notre quartier est maintenant beaucoup plus conscient du rôle important joué par l'UE dans son développement. Ma grand-mère a m'a d'ailleurs dit récemment: "Ana, vous les jeunes, vous devez soutenir l'Union européenne, qui fait de grandes choses pour nous tous". Je lui ai répondu "Bien sûr!". Comment pourrait-il en être autrement?», a conclu Ana. ■

Nous remercions tout particulièrement Ana Jiménez Rey, Soledad Cañizares Sevilla et les habitants du District Sud pour leur amabilité.

POUR EN SAVOIR PLUS

Urban Sur: <http://urbansur.cordoba.es/>

POINT D'INFORMATION

Les régions européennes affichent des niveaux de compétitivité variables

Au cours des dix dernières années, l'Indice de compétitivité régionale (ICR) a mesuré les principaux facteurs de compétitivité dans toutes les régions de l'Union européenne.

Englobant 11 composantes différentes, l'ICR permet de mesurer des concepts pertinents pour le développement durable, la productivité et le bien-être. Ces composantes sont classées en trois groupes: le groupe de base, qui comprend les aspects catalytiques de la compétitivité; le groupe d'efficacité, qui comprend les aspects intermédiaires; et le groupe d'innovation, qui décrit les facteurs à la pointe de la technologie en matière de compétitivité.

Cet indice unique nous montre, au sein d'un pays, ce que les indices nationaux de compétitivité ne peuvent pas mesurer. La dernière édition, lancée le 7 octobre 2019 lors de la Semaine européenne des régions et des villes à Bruxelles, en Belgique, confirme un modèle polycentrique avec de grandes variations caractérisant à la fois les pays et les régions au sein d'un même pays. Dix ans après la crise financière mondiale, le fossé nord-ouest, sud-est qui scinde l'UE est toujours aussi clair et net.

Écarts concernant le capital: résorption ou divergence?

L'ICR a toujours montré un écart flagrant entre les régions capitales/métropolitaines et le reste du pays. La région de la capitale est toujours la région la plus compétitive du pays, comme l'illustre le tableau ci-dessous qui présente les variations au sein des pays pour l'édition 2019 (les pays sont classés du pire au meilleur selon leur score national). Il convient de noter trois exceptions notables qui ont fait preuve de constance dans toutes les éditions de l'ICR: L'Italie,

où la Lombardie est la meilleure région; l'Allemagne, où Francfort ou la Haute-Bavière ont toujours devancé Berlin; et les Pays-Bas, où Utrecht a toujours été la plus compétitive.

En Italie, en Espagne et en Belgique, les niveaux de compétitivité régionale couvrent un large spectre mais sont presque équitablement répartis dans toutes les régions du pays, comme le montre la hauteur des barres du diagramme, qui englobe 50% des régions de chaque pays. D'autres pays affichent également un taux de variabilité très élevé, dû, en réalité, à la performance significativement plus élevée de la région de la capitale par rapport aux autres régions du pays. Ce constat vaut pour la France, le Portugal et la plupart des pays d'Europe de l'Est et nordiques où les régions proches de la capitale sont beaucoup moins compétitives.

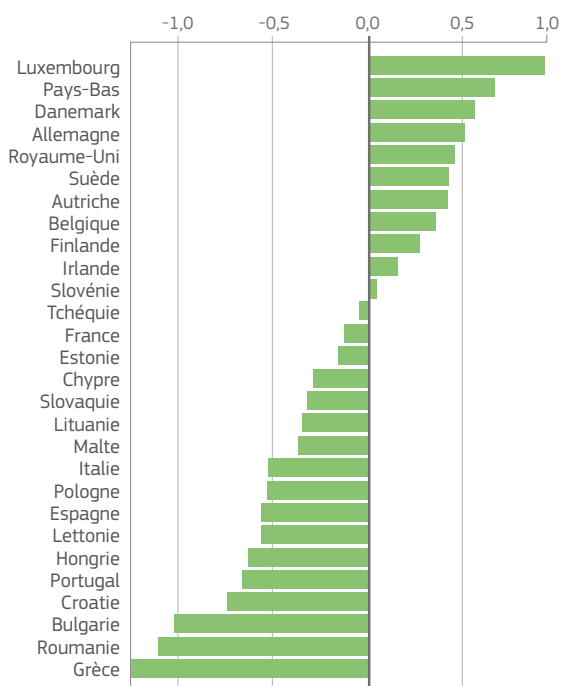
La force des régions des capitales reflète la meilleure capacité des zones métropolitaines à fonctionner comme des économies d'agglomération qui attirent capital humain et entreprises.

Il est question de savoir si ces écarts entre la capitale et le reste du pays se creusent ou s'ils montrent des signes de résorption.

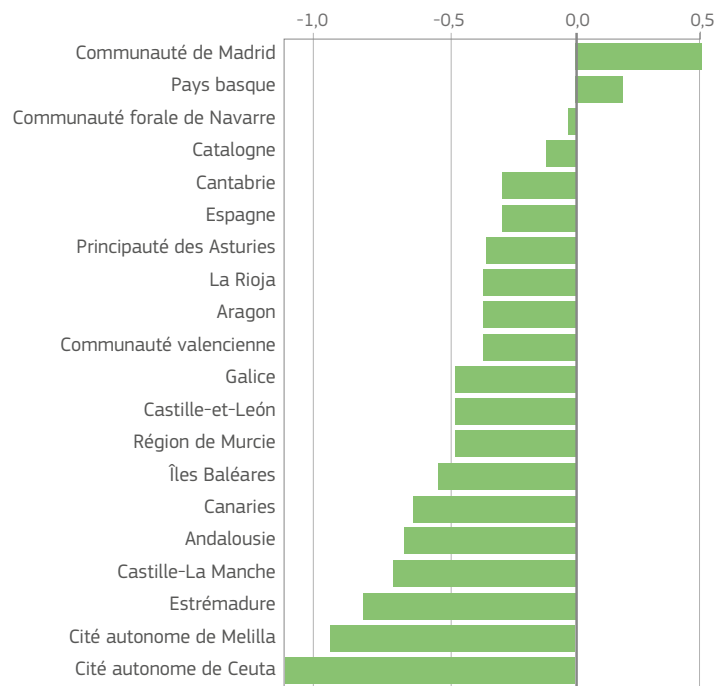
Dans l'ensemble, on constate des écarts stables dans toutes les différentes éditions de l'ICR, à l'exception de certains pays, où des *régions en rattrapage* ont rattrapé leur retard ces dernières années.

Le suivi de l'évolution des écarts par rapport aux capitales/zones métropolitaines est particulièrement important pour la politique de cohésion, dont la mission première est d'aider les régions à rattraper leur retard et à réduire les disparités géographiques. ■

Écart de l'ICR dans les États membres de l'UE, 2019



Écart de l'ICR en Espagne, 2013



POUR EN SAVOIR PLUS

Une présentation complète de l'Indice européen de compétitivité régionale 2019:

https://ec.europa.eu/regional_policy/en/information/maps/regional_competitiveness/

Vue d'ensemble de l'ICR 2019:

<https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/363v-4uq6>

Pour en savoir plus sur les Fonds ESI, suivez @

RegioEvaluation

ou consultez #ESIFOpenData sur Twitter

Pour visualiser une analyse pays par pays, sélectionnez votre pays d'intérêt dans les deux diagrammes à barres sur le lien ci-dessous et comparez l'écart entre la région la plus performante (toujours en haut du diagramme) et les autres régions. Par exemple, en France, on constate une légère

convergence de l'Alsace et de la région Rhône-Alpes vers la région capitale de l'Île-de-France. En ce qui concerne la Hongrie, la tendance indique que Budapest (Közép Magyarország) creuse lentement son écart avec le reste du pays, qui a du mal à suivre.

À partir des graphiques interactifs, vous pouvez sélectionner votre pays d'intérêt et comparer les scores de l'ICR pour toutes les régions de ce pays entre l'indice 2013, qui reflète la situation socio-économique à la veille de la crise économique de 2008, et l'indice le plus récent, l'ICR 2019.

Y a-t-il un sujet que vous aimeriez que *Panorama* aborde dans sa section POINT D'INFORMATION?

Y a-t-il un ensemble de données que vous aimeriez voir figurer sur la Plateforme de données ouvertes des Fonds ESI?

Si tel est le cas, écrivez-nous: REGIO-EVAL@ec.europa.eu

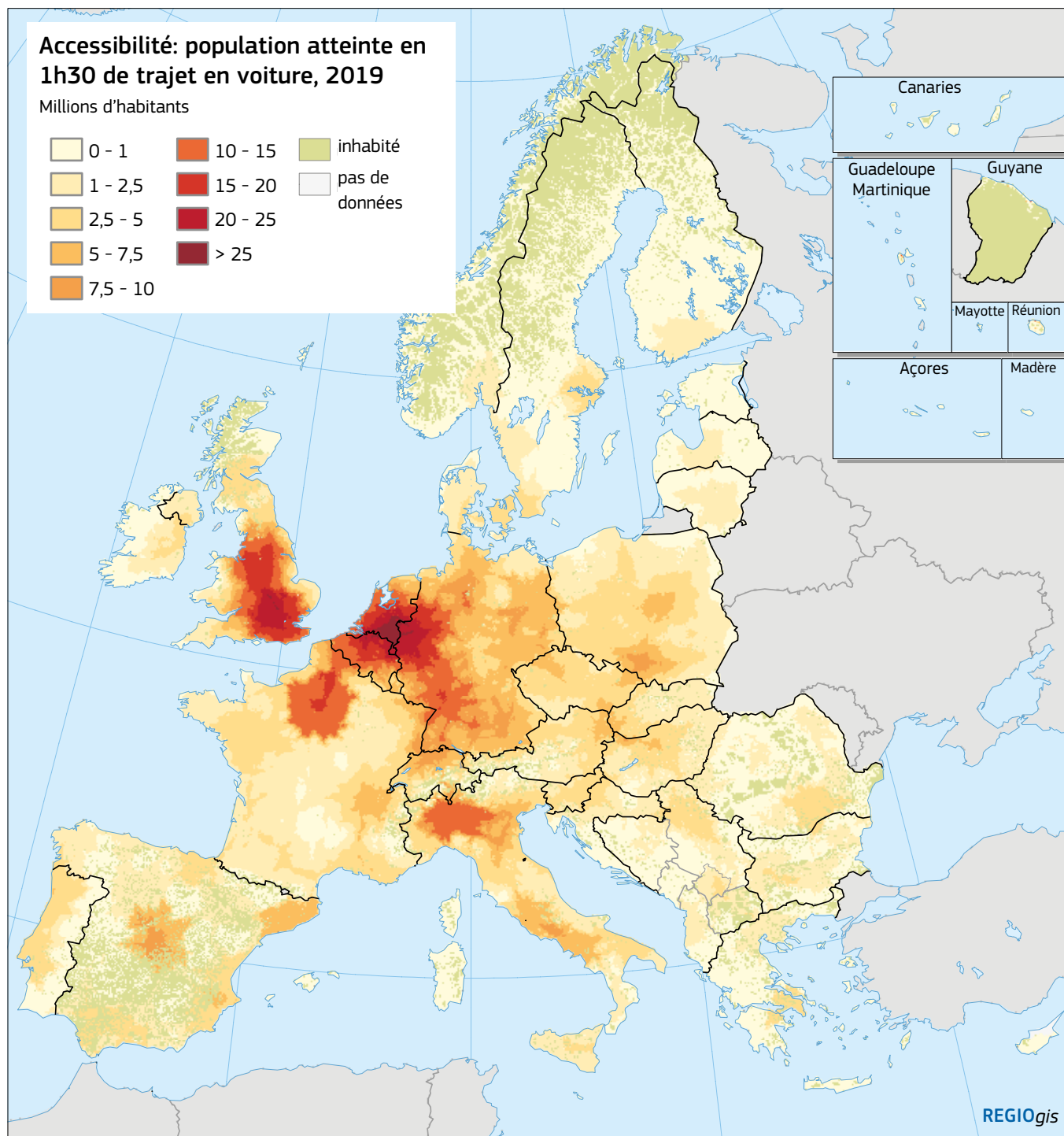
Suivre la discussion sur Twitter #ESIFOpenData

Ou s'inscrire à notre lettre d'information: http://ec.europa.eu/newsroom/index.cfm?service_id=788

Cartographier l'accessibilité via les grands réseaux routiers d'Europe

La carte ci-dessous indique le nombre de personnes qu'il est possible de rejoindre en 90 minutes de trajet en voiture (sans tenir compte des embouteillages). Les capitales, les grandes agglomérations et les grandes villes d'Europe affichent toutes un niveau d'accessibilité très élevé. Toutefois, ces niveaux élevés sont essentiellement fonction de la concentration spatiale

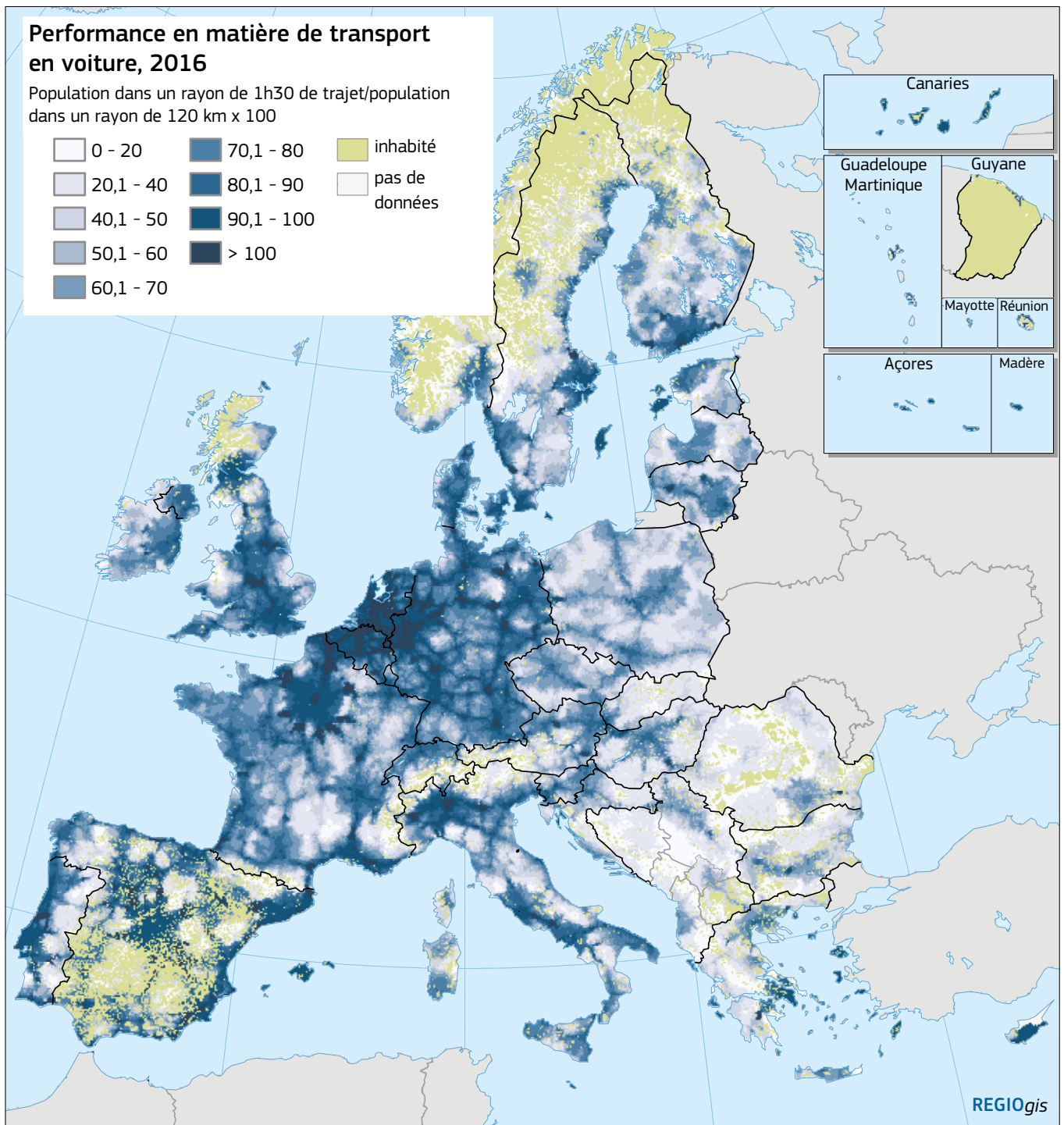
de la population et beaucoup moins de la qualité et de la quantité de l'infrastructure routière. Si de nombreuses personnes vivent à proximité d'un lieu donné, ce dernier peut afficher un niveau élevé d'accessibilité même si son infrastructure routière est en relativement mauvais état.



Par souci de visualisation, la carte montre la moyenne pondérée de la population pour des cellules de 5x5 km. L'analyse a été réalisée pour des cellules de 1x1 km.
Sources: REGIO-GIS, Eurostat, CCR, TomTom, IGN-F

Afin d'identifier les lieux qui disposent d'une bonne infrastructure routière, la carte ci-dessous montre où il est facile pour la population de se rendre chez ses voisins. Un score de 100 ou supérieur est très bon. Il signifie qu'une personne peut, en 90 minutes de trajet en voiture, atteindre au moins le même nombre de personnes que le nombre de personnes habitant dans un rayon de 120 km. Le principal réseau autoroutier d'Europe occidentale ressort clairement sur cette carte.

Dans l'est de l'UE, les performances routières sont beaucoup plus faibles, même autour des capitales et des grandes villes. En général, les zones rurales affichent un niveau de performance plus faible au niveau du transport routier, même si leur réseau routier par habitant est bien plus long que dans les villes. La population des zones rurales étant fortement dispersée, il s'avère très onéreux d'assurer un accès aux routes à grande vitesse.



Par souci de visualisation, la carte montre la moyenne pondérée de la population pour des cellules de 5x5 km. L'analyse a été réalisée pour des cellules de 1x1 km. Sources: REGIO-GIS, Eurostat, CCR, TomTom, IGN-F

«Interreg Volunteer Youth»

Sur les rails d'une voie ferrée moderne autour de l'Etna

De nos jours, le manque de services publics adéquats et innovants constitue un des problèmes persistants auxquels différentes régions sont confrontées. Force est de reconnaître que, dans la plupart des cas, les États membres de l'UE ne sont pas capables de surmonter les énormes difficultés qui existent dans leurs régions, en particulier les problèmes de convergence, comme ceux que connaît la Sicile.

La question est donc de savoir quelles mesures permettraient de résoudre ces questions épineuses. Et la réponse sera de soutenir et de renforcer la politique de cohésion. L'importance de cette politique est également soulignée par l'initiative «L'Europe dans ma région» de la DG Regio, qui met en valeur et fait connaître les projets les plus symboliques approuvés par la Commission européenne, tels que le prolongement de la ligne ferroviaire Circumetnea (construite en 1890) autour de la ville de Catane, la septième plus grande métropole d'Italie.

Le projet susmentionné est l'un des projets les plus pertinents, durables, efficaces et innovants en Italie visés au cours de la période de programmation 2014-2020. Une contribution maximale de 478 millions d'EUR a été allouée à la construction de huit nouvelles gares: San Domenico, Vittorio Emanuele, Palestro, San Leone, Verrazzano, Librino, Santa Maria Goretti et Aeroporto.

Ces travaux faciliteront le déplacement des étudiants, travailleurs et touristes, et leur permettront de rejoindre le centre-ville depuis l'aéroport. Ils s'inscrivent dans le contexte d'une augmentation vertigineuse du nombre annuel de passagers, qui est passé de 600 000 à 5 millions en 2018. Ils favoriseront également une réduction des émissions de CO₂ car, entre autres raisons, les passagers voyageant en train n'utiliseront pas aussi souvent leur voiture.

Il ne faut pas oublier que ce projet est également d'une importance capitale dans la mesure où il concerne la spécialisation intelligente, et la municipalité de Catane a cruellement manqué de fonds ces dernières années.

En outre, la ligne ferroviaire Circumetnea figurait parmi les projets cofinancés par le Fonds européen de développement régional (FEDER) pour la période 2007-2013. Au titre du programme opérationnel pour la région de Sicile, lancé le 7 septembre 2007, quatre tronçons de chemin de fer ont été construits: Galatea-Giovanni XIII, Giovanni XIII-Stesicoro, Borgo-Nesima et Nesima-Misterbianco Centro.

L'ensemble du projet s'intègre parfaitement dans la politique de cohésion, qui vise à rapprocher les citoyens de l'UE en réduisant les distances qui les séparent. ■



Danilo Distefano est un ancien bénévole du secrétariat commun du programme Interreg «Baltique du Sud», grâce à l'initiative Interreg Youth Volunteer.

PROJETS

REMONTER LE TEMPS PAR LA ROUTE ET LE RAIL

**INVESTISSEMENT TOTAL
11 332 552 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
7 199 455 EUR**

Grâce à deux projets complémentaires, un complexe muséal unique est en voie de réalisation à Kopřivnice, en Tchéquie, sur le site de l'usine Tatra, le légendaire constructeur automobile.

Lancés en 2019, les travaux portent sur la transformation du bâtiment désaffecté de la fonderie de l'usine en un musée ultramoderne, qui viendra compléter et agrandir les deux expositions actuellement associées à cette marque de renom. Le projet a pour objectif principal de présenter une collection complète de véhicules qui retrace l'histoire de Tatra et le développement de l'industrie automobile à travers des présentations sophistiquées, visuellement attrayantes et interactives.

Plus ancien constructeur automobile de Tchéquie et troisième plus ancien au monde, l'usine Tatra, fondée en 1850, est considérée comme l'un des fleurons de l'industrie tchèque. Les visiteurs de l'actuel Tatra Technical Museum peuvent y admirer la Präsident, toute première automobile, produite en 1897, propulsée par un moteur et non plus tirée par des chevaux.

Ne disposant pas d'un espace suffisamment vaste pour exposer l'ensemble de la collection, le musée devait conserver certaines pièces dans un espace de stockage.

Projet du Tatra Vehicles Museum

Le nouveau projet du Tatra Vehicles Museum visait à résoudre ce problème (investissement total de 6,7 millions d'EUR). Mis en œuvre par le gouvernement régional de Moravie-Silésie, avec le financement du Fonds européen de développement régional (4 millions d'EUR), le nouvel espace, situé dans une ancienne fonderie et qui possède une réserve sur le site même, devrait ouvrir ses portes en 2021.

En plus de 60 éléments d'exposition uniques, les visiteurs pourront admirer 70 modèles anciens, en particulier des camions, offerts au musée par les propriétaires de Tatra

Trucks, ainsi que des éléments d'exposition spéciaux montrant le fonctionnement des moteurs.

Slovenska Strela

En janvier 2018, Tatra Trucks a également obtenu une subvention européenne pour un projet visant à rénover un élément du patrimoine culturel national tchèque: l'automotrice Tatra T 68, également connue sous le nom de «la Flèche slovaque». Exposée jusqu'en mi-2018 sans protection contre les intempéries devant le Kopřivnice Technical Museum, l'automotrice s'était détériorée.

Tatra Trucks a décidé de reconditionner «la Flèche slovaque» et de lui réserver un espace d'exposition tout neuf, attendant aux nouveaux espaces d'exposition du Tatra Vehicles Museum.

Le coût total du projet, qui comprend, à côté de la rénovation de «la Flèche slovaque», la construction de l'espace d'exposition, est estimé à 4,6 millions d'EUR, dont près de 3,1 millions d'EUR seront couverts par des fonds européens, le reste étant fourni par Tatra Trucks.

Les travaux de restauration de «la Flèche slovaque» ont commencé il y a plusieurs mois et prévoient une réparation complète afin de la remettre en état de fonctionnement. Les travaux devraient se terminer d'ici un an, après quoi l'automotrice sera déplacée vers le nouvel espace d'exposition. Par beau temps, elle sera exposée à l'extérieur et, lors d'occasions particulières, elle pourra même reprendre du service sur les lignes ferroviaires publiques de Kopřivnice. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://www.tatramuseum.cz/index.php?r=5&idj=2>

<http://slovenska-strela.cz/en-GB>



PROJETS

LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES STIMULENT LE SERVICE NATIONAL DE SANTÉ ESPAGNOL

**INVESTISSEMENT TOTAL
33 471 081 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
23 402 419 EUR**

Le programme de santé et de bien-être social (SBS) a consolidé l'utilisation des TIC au sein du système national de santé espagnol. Il visait à assurer l'interopérabilité et l'efficacité des services électroniques essentiels destinés aux citoyens et aux prestataires de soins de santé. Soutenu par le FEDER, ce projet aide la population à accéder à des services de santé primaires dans tout le pays, et pas seulement dans la région où ils vivent.

Le programme SBS a facilité l'échange efficace de prescriptions électroniques et de dossiers médicaux numériques dans le système national de santé espagnol, qui s'appuie sur une structure décentralisée. Des travaux ont également été entrepris en vue d'évaluer les systèmes d'informations axés sur l'utilisateur au sein du service de santé.

Grâce à la mise en œuvre du service de prescriptions électroniques, tous les citoyens espagnols peuvent obtenir une prescription dans n'importe quelle pharmacie du pays. Ce service s'avère particulièrement avantageux pour les personnes en vacances ou en voyage qui ne souhaitent pas interrompre leur traitement. Sous l'ancien système, les gens ne pouvaient obtenir leurs prescriptions et leurs médicaments que dans leur région de résidence. Le service d'ordonnances électroniques a été mis en œuvre dans l'ensemble des 13 000 centres de soins primaires que compte l'Espagne et dans toutes les 21 000 pharmacies du pays.

Le déploiement à l'échelle nationale du système numérique d'informations cliniques permet l'échange de dossiers médicaux entre l'ensemble des 17 régions espagnoles (communautés autonomes) et deux villes autonomes espagnoles (Ceuta et Melilla). Il est désormais possible aux responsables de la santé publique et aux médecins de consulter les dossiers de n'importe quel citoyen, ce qui leur permet de dispenser un traitement efficace où que ce dernier se trouve dans le pays. En outre, les

patients peuvent utiliser un système de vérification d'identité sécurisé pour consulter et télécharger leur dossier médical et savoir qui l'a consulté.

Le projet a également permis d'améliorer le système d'identification des utilisateurs des services de santé grâce à l'ajout de mesures de sécurité essentielles et actualisées. Ces changements garantiront la confidentialité des données tout en authentifiant l'identité des médecins, des pharmaciens et des patients.

Tous les citoyens espagnols, au nombre de 46,5 millions, possèdent désormais une carte santé qui leur permet notamment d'accéder aux services numériques.

Infrastructures essentielles

Pour apporter les changements susmentionnés, le projet SBS a mené à bien une série de tâches. Un équipement approprié, notamment des écrans haute résolution et des postes de travail, a été fourni aux professionnels des centres de santé. Une infrastructure de traitement, de stockage et d'accès sans fil (Wi-Fi) a été installée dans les hôpitaux. En outre, un logiciel a été développé pour améliorer l'interopérabilité, la gestion, la numérisation et l'archivage des dossiers cliniques au sein du système de santé espagnol.

Dans le même temps, la mise en place de systèmes centralisés de stockage des certificats, d'authentification et de signature électronique à l'intention des professionnels de la santé a permis de mettre en œuvre les exigences du projet en matière de sécurité numérique. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.red.es>

PROJETS

UN NEZ ARTIFICIEL DÉTECTE LA FRAÎCHEUR DES ALIMENTS EMBALLÉS

**INVESTISSEMENT TOTAL
2 013 200 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
1 006 600 EUR**

Un projet transfrontalier qui réunit des chercheurs et des entreprises alimentaires de Belgique et de France s'emploie à concevoir une nouvelle méthode bon marché permettant de vérifier la fraîcheur des aliments emballés. Il vise à réduire le gaspillage alimentaire en donnant aux producteurs et consommateurs une évaluation plus précise de la durée de conservation d'un produit.

Le projet TERAFOOD, financé par le Fonds européen de développement régional, vise à mettre au point un capteur commercial qui tire parti de ce que l'on appelle la technologie THz. Le concept utilise un rayonnement électromagnétique non ionisant qui interagit avec les gaz à l'état de traces générés au cours du processus de dégradation des aliments. L'équipe du projet entend intégrer le nouveau capteur directement dans l'emballage alimentaire. Les mesures précises fourniront aux consommateurs une indication sur la fraîcheur des aliments, prévenant ainsi le gaspillage.

Des déchets sont générés tout au long de la chaîne de production alimentaire, depuis la transformation jusqu'au consommateur final. On estime cependant que la phase de transformation est responsable à elle seule d'environ 50% de ces déchets, générés essentiellement lors de la production d'aliments emballés.

Les méthodes actuelles de contrôle de la fraîcheur des aliments emballés consistent en un prélèvement régulier d'échantillons aléatoires par les entreprises dans leurs chaînes de production. Afin de garantir des marges de sécurité acceptables, cette méthode a tendance à raccourcir les délais de péremption, ce qui génère des déchets inutiles lors de la transformation et du stockage en magasin et à la maison. Les producteurs peuvent également subir d'importantes pertes financières en raison du coût de l'échantillonnage et de l'analyse.

TERAFOOD promet une évaluation plus précise, non invasive et basée sur des données en temps réel. Le capteur conçu dans

le cadre du projet contrôle les biomarqueurs générés lors de la dégradation naturelle d'un produit et peut être utilisé tout au long du processus de production et de distribution. Chaque emballage équipé de ce capteur est entièrement traçable, et les problèmes éventuels peuvent être détectés à tout moment du cycle de vie d'un produit.

La détection se fonde sur les mesures des composés organiques volatils présents à l'intérieur de l'emballage. Offrant une précision supérieure à une partie par million, le capteur permettrait également de renforcer la confiance des consommateurs dans la chaîne de production alimentaire.

Mise à l'essai du capteur

Jusqu'à présent, l'équipe du projet a mis au point et fabriqué un capteur de première génération qui fait actuellement l'objet d'essais. Qui plus est, le principe de détection sur lequel repose le capteur a été protégé par un brevet. La plateforme en ligne sécurisée également mise en place permet aux partenaires du projet de téléverser les données collectées au cours de leurs recherches.

TERAFOOD a été présenté à l'occasion des 9èmes Journées TéraHertz qui ont eu lieu à l'Université de Dunkerque, en France, en juin 2017. En janvier 2019, un atelier d'introduction thématique s'est déroulé dans les locaux du partenaire Photonics Research Group à la faculté des sciences de l'Université de Gand, en Belgique.

Le prochain atelier, prévu en février 2020, accueillera le coordinateur du projet, l'Institut d'électronique, de microélectronique et de nanotechnologie de Villeneuve d'Ascq, en France. Deux ateliers de démonstration, prévus fin 2020, présenteront le nouveau capteur et l'événement final du projet aura lieu au printemps 2021. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<https://terafood.iemn.fr/>

LA RÉNOVATION DES CANAUX RÉDUIT LES RISQUES D'INONDATION EN HONGRIE ET EN SERBIE

**INVESTISSEMENT TOTAL
8 699 537 EUR**

**CONTRIBUTION DE L'UE
7 394 607 EUR**

Le projet BABECA, financé par l'UE, s'emploie à restaurer un réseau de canaux qui sillonnent la Hongrie et la Serbie en vue de réduire les risques d'inondation et améliorer la qualité de l'eau de part et d'autre de la frontière.

D'une longueur totale de 44,8 km – 32,2 km en Hongrie, 10,6 km en Serbie et 2 km le long de la frontière – le canal de Baja-Bezdan était historiquement une voie importante pour le transport fluvial de marchandises empruntant les eaux du Danube. Aujourd'hui, il est essentiellement utilisé à des fins d'irrigation agricole, de sport et de loisirs, mais son état s'est détérioré ces dernières années à cause du manque d'entretien.

Le financement de l'instrument d'aide de préadhésion d'Interreg servira à la réhabilitation du canal et son entretien ultérieur, et profitera à environ 110 000 personnes. Les nouvelles mesures de protection contre les inondations renforceront également le rôle du Danube en tant que bouclier contre les inondations. En effet, le fleuve coule en aval du canal et recueille les eaux de pluie qui ruissellent des collines à l'intérieur des terres.

Les travaux de réparation réalisés dans le cadre du projet permettront de réduire les goulots d'étranglement le long du réseau de canaux, ce qui facilitera les déplacements sur les voies navigables de Hongrie et de Serbie. Cette coopération transfrontalière favorisera également le tourisme local le long du canal.

Canaliser les efforts de nettoyage

En Hongrie, 5 600 mètres du canal seront dragués afin d'éliminer les plantes et autres matériaux qui empêchent l'écoulement de l'eau. La qualité de l'eau était auparavant qualifiée de «médiocre» en raison de l'accumulation de boue. BABECA

contribuera au retrait des débris grâce à la construction de rampes d'accès et de plateformes d'enlèvement du bois de grève à trois endroits différents.

En Serbie, le projet permettra de rénover deux écluses – dispositifs permettant aux bateaux de franchir des dénivellations entre deux sections de canal – afin d'assurer leur fonctionnement en toute sécurité. L'écluse de Bezdan est inutilisée depuis 1995 en raison de son état et de la piètre qualité des mécanismes de fonctionnement, tandis que l'écluse de Šebešfok et ses portes d'écluse n'ont jamais été achevées.

Tourné vers l'avenir, le projet vise à garantir la viabilité à long terme du canal, dont la gestion continuera à être assurée conjointement par la Serbie et la Hongrie. L'amélioration de la qualité de l'eau permettra de revitaliser la vie aquatique du canal, qui abrite poissons et insectes, tandis que la coopération transfrontalière favorisera également la construction de navires dans le chantier naval de Bezdan et le tourisme de ces deux régions. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.babeca.eu/app/>

PROGRAMME

6 FÉVRIER

Bruxelles (BE)

Conférence de haut niveau «Engagement des citoyens pour une bonne gouvernance de la politique de cohésion»

24-25 MARS

Bruxelles (BE)

Forum 2020 des régions ultrapériphériques «Ensemble pour un avenir durable»

12-15 OCTOBRE

Bruxelles (BE)

Semaine européenne des régions et des villes

AVIS JURIDIQUE

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2020

Version imprimée: ISSN 1608-3903 KN-LR-19-071-FR-C

PDF: ISSN 1725-8316 KN-LR-19-071-FR-N

© Union européenne, 2020

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source.

La politique relative à la réutilisation de documents de la Commission européenne est réglementée par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents qui ne bénéficie pas de la protection d'un droit d'auteur européen est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur.

Printed by Bietlot in Belgium

Ce magazine est imprimé en allemand, anglais, bulgare, espagnol, français, grec, italien, polonais et roumain sur du papier recyclé. Il est disponible en ligne dans 22 langues à l'adresse: http://ec.europa.eu/regional_policy/fr/information/publications/panorama-magazine/

Le contenu de ce numéro a été finalisé en janvier 2020.

PHOTOGRAPHIES (PAGES):

Couverture: © iStock/AndresGarciaM;

Page 3: © Union européenne;

Page 8: © Alex Pavilij Atklasana;

Page 9: © BestMedGrape;

Page 10: © Waste Free Rivers for a Clean Black Sea;

Page 11: © Port of Haminakotka;

Pages 13, 14, 15: © Union européenne/David Plas;

Page 18: © Autorité de gestion de COMPETE 2020;

Page 20: © Autorité de gestion de POSEUR;

Page 22: © POSEUR;

Page 23: © POSEUR;

Page 24: Photo 1 © Green Urban Living; Photo 2 © TMG;

Photo 3 © AORP; Photo 4 © TENOWA;

Page 26: © CCDR LVT;

Page 27: © Groupe META;

Page 28: © Union européenne;

Page 29: © Union européenne;

Page 30: © Union européenne;

Page 31: © Union européenne;

Page 32: © Union européenne;

Page 35: © iStock/Juan Carlos Hernández Hernández;

Page 36: © iStock/MarioGuti;

Page 42: © iStock/labsas;

Page 43: © Museum Tatra;

Page 44: © iStock/SDI Productions;

Page 45: © iStock/hedgehog94;

Page 46: © iStock/Baja-Bezdan Canal;

RESTEZ CONNECTÉ



ec.europa.eu/regional_policy
cohesiondata.ec.europa.eu



[@EUinmyRegion](https://twitter.com/EUinmyRegion)



[EUinmyRegion](https://www.facebook.com/EUinmyRegion)



[flickr.com/euregional](https://www.flickr.com/euregional)



[EUinmyRegion](https://www.youtube.com/EUinmyRegion)



[euinmyregion](https://www.instagram.com/euinmyregion)



ec.europa.eu/commission/2019-2024/ferreira_en
[@ElisaFerreiraEC](https://twitter.com/ElisaFerreiraEC)



Office des publications
de l'Union européenne

Commission européenne
Direction générale de la politique régionale et urbaine
Communication – Agnès Monfret
Avenue de Beaulieu 1 – B-1160 Bruxelles
Courriel: regio-panorama@ec.europa.eu